RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2008 B 05115
Numéro SIREN : 484 918 123
Nom ou dénomination : HOLDING D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Ce dépôt a été enregistré le 23/03/2022 sous le numéro de dépôt 7605

**KPMG Audit**
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

*PHM-AEC*

64, boulevard de Reuilly - 75012 Paris
France

# Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)

## *Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés*

Exercice clos le 31 décembre 2021
Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)
30, boulevard Gallieni - 92130 Issy-les-Moulineaux

**KPMG Audit**
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

*PHM-AEC*

64, boulevard de Reuilly - 75012 Paris
France

## Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)

Siège social : 30, boulevard Gallieni - 92130 Issy-les-Moulineaux

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les décisions de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Holding d'Infrastructures de Transport (HIT) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comptabilisation du chiffre d'affaires lié aux recettes de « Péages »

*(Notes 3.18 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » et 4.2. « Chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Risque identifié*

Le chiffre d'affaires généré par l'exploitation de l'infrastructure constituée des réseaux autoroutiers français, en exécution des deux contrats de concession venant à échéance respectivement au 31 décembre 2031 et au 31 août 2033, est constitué à hauteur de 1 595 millions d'euros par l'activité « Péages » au 31 décembre 2021, soit 85% du chiffre d'affaires total.

Les recettes de l'activité « Péages » sont composées d'un grand nombre de transactions de faible montant auxquelles est appliquée une loi tarifaire régie par les contrats des concessions exploitées. Leur processus de gestion et de comptabilisation dépend d'un système d'information présentant un degré important d'automatisation ainsi que de procédures de contrôle interne manuelles ou automatiques.

Ce poste des états financiers nécessite la mise en œuvre d'une démarche d'audit particulière impliquant des travaux étendus sur le système d'information et le recours à des compétences spécifiques. Ces éléments nous ont conduits à considérer la comptabilisation des recettes de « Péages » comme un point clé de l'audit.

*Notre réponse au risque*

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place pour couvrir le risque identifié. Avec l'aide de nos propres experts en système d'information, nous avons réalisé les procédures suivantes :

- Examen des contrôles généraux informatiques relatifs à l'accès aux données et à la gestion des applications ;
- Tests d'application et d'efficacité d'un échantillon de contrôles automatiques, semi-automatiques et manuels tels que le paramétrage des tarifs annuels et la correcte intégration des données issues des installations techniques de péage en comptabilité.

Nos travaux ont également consisté à :

- Réaliser des tests de comptabilisation du revenu pour un échantillon de transactions physiques réalisées à différentes périodes de l'exercice et sur différentes sections des réseaux exploités ;
- Corroborer l'évolution du chiffre d'affaires comptabilisé avec les évolutions tarifaires et de trafic ;
- Réconcilier le chiffre d'affaires comptabilisé avec les données issues du système d'information ;
- Vérifier la réconciliation des recettes de péage comptabilisées avec les encaissements.

Evaluation des provisions sur domaine autoroutier concédé

*(Note 3.16 « Provisions courantes et non courantes », 4.7 « Dotations aux amortissements et provisions » et 4.17 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Risque identifié*

Afin de faire face à l'obligation contractuelle de maintien en état d'usage des infrastructures concédées, le groupe constitue des provisions dans ses comptes consolidés en application d'IFRIC 12. Le montant s'élève à 386,7 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Ces provisions sont constituées pour couvrir les dépenses de renouvellement des chaussées et le maintien en l'état des ouvrages d'art. Elles sont déterminées sur la base d'un programme pluriannuel de dépenses révisé chaque année, et réévaluées sur la base d'indices sectoriels appropriés (principalement l'indice TP01 et TP09).

Ces provisions sont comptabilisées pour leurs montants actualisés à chaque clôture.

Nous avons considéré que l'évaluation des provisions pour maintien en état des infrastructures constitue un point clé de l'audit, dans la mesure où elle repose sur le jugement de la direction pour estimer les dépenses prévisionnelles.

*Notre réponse au risque*

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation de ces provisions, et examiné la pertinence de la méthodologie retenue et sa permanence par rapport aux exercices précédents.

Nos travaux ont également consisté à :

- Corroborer les données utilisées pour les calculs des provisions avec celles issues du budget des dépenses prévisionnelles sur 10 ans ;
- Apprécier la cohérence du budget de dépenses prévisionnelles par confrontation avec les réalisations observées sur les années précédentes ;
- Examiner le bien-fondé des hypothèses utilisées pour l'indexation des dépenses et le taux d'actualisation.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Holding d'Infrastructures de Transport (HIT) par l'Assemblée générale du 16 décembre 2013 pour le cabinet PHM-AEC et par décision de l'Associé unique du 13 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2021, le cabinet PHM-AEC était dans la 8ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 1ère année de sa mission.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 7 mars 2022
KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Xavier Fournet
*Associé*

Paris, le 7 mars 2022
PHM-AEC

Vincent Molinié
*Associé*

# Groupe HIT

# COMPTES CONSOLIDÉS
# AU 31 DECEMBRE 2021

# SOMMAIRE

**ETATS DE SYNTHESE** ..... **4**

**1. ETAT DU RESULTAT NET** ..... **4**

**2. BILAN CONSOLIDE** ..... **6**

**3. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES** ..... **7**

**4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE** ..... **8**

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS** ..... **9**

**1. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE** ..... **9**

1.1 INFORMATION SUR LA SOCIETE MERE HIT ..... 9
1.2 INFORMATION SUR LE SOUS-GROUPE SANEF ..... 9

**2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX** ..... **12**

**3. METHODES COMPTABLES** ..... **13**

3.1. REFERENTIEL COMPTABLE ..... 13
3.2. ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES ..... 13
3.3. METHODE DE CONSOLIDATION ..... 14
3.4. INFORMATION SECTORIELLE ..... 14
3.5. GOODWILL ..... 14
3.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 15
*3.6.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé* ..... *15*
*3.6.2. Autres immobilisations incorporelles* ..... *15*
3.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 15
3.8. INSTRUMENTS FINANCIERS ..... 16
*3.8.1. Actifs financiers non dérivés* ..... *16*
*3.8.2. Passifs financiers non dérivés* ..... *17*
*3.8.3. Instruments financiers dérivés* ..... *17*
3.9. STOCKS ..... 17
3.10. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS ..... 17
3.11. COMPTABILISATION DES IMPOTS SUR LES BENEFICES ..... 18
3.12. CAPITAUX PROPRES ..... 18
3.13. CHARGES D'INTERETS ..... 18
3.14. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES ..... 18
3.15. ENGAGEMENTS SOCIAUX A PRESTATIONS DEFINIES ..... 18
3.16. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ..... 19
3.17. ELEMENTS FINANCIERS EN PRODUITS ET EN CHARGES ..... 20
3.18. DETERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ..... 20
3.19. NORMES ET INTERPRETATIONS NON ENCORE EN VIGUEUR ..... 20

**4. EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE** ..... **22**

4.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION ..... 22
*4.1.1. Participations dans les sociétés mises en équivalence* ..... *22*
4.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ..... 23
4.3. ACHATS ET CHARGES EXTERNES ..... 24
4.4. CHARGES DE PERSONNEL ..... 24
4.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES ..... 24
4.6. IMPOTS ET TAXES ..... 25
4.7. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS ..... 25
4.8. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS ..... 26
4.9. IMPOTS SUR LES BENEFICES ..... 26
4.10. RESULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES ..... 27
4.11. GOODWILL ..... 27
4.12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 28
4.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 29
4.14. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS ..... 30

*4.14.1. Valeur comptable des actifs financiers par catégories comptables ..... 30*
*4.14.2. Instruments dérivés ..... 32*
*4.14.3. Informations sur les prêts et créances en actifs financiers non courants ..... 32*
4.15. CLIENTS ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION ..... 33
4.16. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ..... 33
4.17. CAPITAL ET PRIMES D'EMISSION ..... 34
4.18. PROVISIONS ..... 34
4.19. ENGAGEMENTS SOCIAUX DIFFERES ..... 35
*4.19.1. Régimes post-emploi à prestations définies ..... 36*
*4.19.2. Autres avantages long-terme ..... 37*
4.20. PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIES COMPTABLES ..... 38
4.21. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES ..... 39
4.22. PASSIFS EVENTUELS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN ..... 39
4.23. GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ..... 40
*4.23.1. Risques de marché ..... 40*
*4.23.2. Risques de crédit ..... 41*
*4.23.3. Risques de liquidité ..... 41*
4.24. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES ..... 42
4.25. INFORMATION SECTORIELLE ..... 43
4.26. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ..... 44
4.27. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE ..... 44

# ETATS DE SYNTHESE

## 1. *ETAT DU RESULTAT NET*

Compte de résultat

| (en milliers d'euros) | Notes | 31-déc.-21 | 31-déc.-20 |
|---|---|---|---|
| **Produits opérationnels** | | **1 890 890** | **1 610 440** |
| Chiffre d'affaires | 4.2 | 1 868 485 | 1 585 388 |
| *dont chiffre d'affaires hors construction* | | *1 685 084* | 1 448 932 |
| *dont chiffre d'affaires construction* | 3.18 | *183 401* | 136 456 |
| Autres produits | 4.5 | 22 406 | 25 052 |
| **Charges opérationnelles** | | **(1 109 437)** | **(1 038 978)** |
| Achats et charges externes | 4.3 | (283 002) | (225 976) |
| *dont charges de construction* | 3.18 | (183 401) | (136 456) |
| Charges de personnel | 4.4 | (169 870) | (164 154) |
| Autres charges | 4.5 | (4 724) | (2 267) |
| Impôts et taxes | 4.6 | (201 116) | (199 936) |
| Dotations aux amortissements et provisions | 4.7 | (450 724) | (446 645) |
| **Bénéfice opérationnel** | | **781 453** | **571 462** |
| Charges d'intérêts | 4.8 | (232 138) | (241 950) |
| Autres charges financières | 4.8 | (22 770) | (5 743) |
| Produits financiers | 4.8 | 181 347 | 153 523 |
| **Bénéfice avant impôt** | | **707 892** | **477 292** |
| Impôt sur les résultats | 4.9 | (158 085) | (114 083) |
| Quote-part du résultat net des mises en équivalence | 4.1 | (22 661) | 124 |
| **Bénéfice de l'exercice** | | **527 147** | **363 333** |
| Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle | | 30 | 45 |
| **Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère** | | **527 118** | **363 287** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Résultat par action *(en euros)* | 4.10 | 0,51 | 0,34 |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 1 040 267 743 | 1 062 267 743 |
| Résultat dilué par action *(en euros)* | | 0,51 | 0,34 |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 1 040 267 743 | 1 062 267 743 |

# Etat du résultat global :

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Bénéfice de l'exercice** | **527 147** | **363 333** |
| Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies | 2 276 | (312) |
| Effet impôts | (1 500) | (18) |
| ***Sous-total des éléments ne pouvant pas être ultérieurement reclassés en résultat*** | ***776*** | ***(330)*** |
| Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie | | (833) |
| Recyclage par résultat de la soulte payée suite résiliation des swaps de couverture mis en place lors de l'acquisition du groupe Sanef par HIT | 16 752 | |
| Recyclage par résultat de la soulte suite résiliation swaps de couverture mis en place lors de l'opération de refinancement (liability management) en 2014, amorti à partir de 2018 | 1 157 | 1 157 |
| Effet impôts | (5 088) | 104 |
| Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie des sociétés mises en équivalence - nette d'impôts | | (14 226) |
| ***Sous-total des éléments pouvant être ultérieurement reclassés en résultat*** | ***12 821*** | ***(13 596)*** |
| **Total des autres éléments du résultat global** | **13 597** | **(13 926)** |
| **Résultat global de l'exercice** | **540 744** | **349 406** |
| Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère | 540 715 | 349 361 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 30 | 45 |

# 2. *BILAN CONSOLIDE*

| **ACTIF (en milliers d'euros)** | **Notes** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|
| Goodwill | 4.11 | 2 820 166 | 2 820 166 |
| Immobilisations incorporelles | 4.12 | 4 116 396 | 4 320 831 |
| Immobilisations corporelles | 4.13 | 183 108 | 174 053 |
| Titres des sociétés mises en équivalence | 4.1 | 1 132 | 27 522 |
| Actifs financiers non courants | 4.14 | 3 330 | 3 558 |
| **Total actifs non courants** | | **7 124 133** | **7 346 130** |
| Stocks | | 4 927 | 5 060 |
| Clients et autres débiteurs | 4.15 | 211 323 | 239 256 |
| Actifs financiers courants | 4.14 | -28 | 442 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4.16 | 396 174 | 1 036 709 |
| **Total actifs courants** | | **612 396** | **1 281 467** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | | **7 736 529** | **8 627 597** |

| **PASSIF (en milliers d'euros)** | **Notes** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|
| Capital | 4.17 | 1 040 268 | 1 062 268 |
| Réserves consolidées et résultat | | 355 658 | 254 955 |
| **Capitaux propres part du groupe** | | **1 395 925** | **1 317 223** |
| **Participations ne donnant pas le contrôle** | | **266** | **276** |
| **Total capitaux propres** | | **1 396 191** | **1 317 499** |
| Provisions non courantes | 4.18 | 386 730 | 384 859 |
| Engagements sociaux différés | 4.19 | 58 755 | 62 061 |
| Dettes financières non courantes | 4.20 | 5 086 500 | 4 744 957 |
| Provision pour impôts différés | | 133 145 | 155 776 |
| **Total dettes non courantes** | | **5 665 130** | **5 347 653** |
| Provisions courantes | 4.18 | 42 631 | 37 824 |
| Dettes financières courantes | 4.20 | 349 443 | 1 676 615 |
| Fournisseurs et autres créditeurs | 4.21 | 279 967 | 248 005 |
| Dette d'impôt exigible | | 3 167 | |
| **Total dettes courantes** | | **675 208** | **1 962 444** |
| **TOTAL DU PASSIF** | | **7 736 529** | **8 627 597** |

# 3. *ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES*

| *(en milliers d'euros)* | **Capital** | **Réserves consolidées et résultat** | **Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère** | **Participations ne donnant pas le contrôle** | **Total capitaux propres** |
|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2021** | **1 062 268** | **254 955** | **1 317 223** | **276** | **1 317 499** |
| Résultat net de la période | | 527 118 | 527 118 | 30 | 527 147 |
| Gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global | | 13 597 | 13 597 | | 13 597 |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global** | | **540 715** | **540 715** | **30** | **540 744** |
| Mouvement de périmètre (*) | | 37 942 | 37 942 | | 37 942 |
| Distribution de dividendes | (22 000) | (477 954) | (499 954) | (40) | (499 994) |
| **31 décembre 2021** | **1 040 268** | **355 658** | **1 395 925** | **265** | **1 396 191** |

| *(en milliers d'euros)* | **Capital** | **Réserves consolidées et résultat** | **Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère** | **Participations ne donnant pas le contrôle** | **Total capitaux propres** |
|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2020** | **1 402 268** | **65 591** | **1 467 859** | **268** | **1 468 127** |
| Résultat net de la période | | 363 290 | 363 290 | 45 | 363 336 |
| Gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global | | (13 926) | (13 926) | | (13 926) |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global** | | **349 364** | **349 364** | **45** | **349 409** |
| Distribution de dividendes | (340 000) | (160 000) | (500 000) | (38) | (500 038) |
| **31 décembre 2020** | **1 062 268** | **254 955** | **1 317 223** | **276** | **1 317 499** |

(*) Correspond à la sortie du périmètre d'Aliénor et Sanef Aquitaine

# 4. *TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE*

| | Notes | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|
| **ACTIVITES OPERATIONELLES** | | | |
| **Bénéfice opérationnel** | | **781 453** | **571 462** |
| Dotations aux amortissements et provisions | 4.7 | 471 034 | 462 465 |
| Reprises des amortissements et provisions | 4.7 | (18 633) | (16 363) |
| Plus et moins values de cession | | (552) | (395) |
| Variation des stocks | | 133 | 332 |
| Variation des clients et autres créances | | 32 447 | 31 026 |
| Variation des fournisseurs et autres dettes | | 17 137 | (7 893) |
| Impôt payé | | (155 773) | (162 380) |
| | | **1 127 246** | **878 254** |
| **ACTIVITES D'INVESTISSEMENT** | | | |
| Paiement d'immobilisations corporelles | 4.13 | (37 302) | (32 707) |
| Paiement d'immobilisations incorporelles | 4.12 | (187 423) | (122 934) |
| Dépenses liées à la provision IFRIC12 | | (28 096) | (39 220) |
| Produits de cession immobilisations corporelles et incorporelles | | 1 063 | 1 060 |
| Encaissement lié à la vente de participation | 4.1 | 223 403 | 151 879 |
| Variation des immobilisations financières | | 19 | 176 |
| Intérêts perçus | | 771 | 502 |
| Dividendes reçus | | 291 | 418 |
| | | **(27 274)** | **(40 827)** |
| **ACTIVITES DE FINANCEMENT** | | | |
| Dividendes versés à l'actionnaire de HIT | | (499 954) | (500 000) |
| Dividendes versés aux intérêts non contrôlants | | (40) | (38) |
| Variation des dépôts et cautionnements | | 367 | 301 |
| Remboursement d'emprunts | | (1 581 300) | (258 000) |
| Nouveaux emprunts | | 586 418 | 1 178 460 |
| Intérêts payés | | (244 479) | (206 739) |
| Soulte payée sur annulation de swap | | | (64 773) |
| Autres charges/produits financiers (vente d'Alienor & d'Aquitaine, etc…) | | (1 520) | (1 876) |
| | | **(1 740 508)** | **147 335** |
| **VARIATION DE TRESORERIE** | | **(640 535)** | **984 762** |
| **TRESORERIE A L'OUVERTURE** | | **1 036 709** | **51 947** |
| **TRESORERIE A LA CLOTURE** | | **396 174** | **1 036 709** |

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

## *1. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE*

### *1.1 Information sur la société Mère HIT*

La société HIT a été constituée le 2 novembre 2005, en vue de se porter acquéreur des titres de Sanef, dans le cadre de l'appel d'offres lancé par le gouvernement français pour la cession de ses participations dans trois sociétés concessionnaires d'autoroutes.

HIT a été retenu et a acquis la participation de l'Etat français le 3 février 2006. Elle a ensuite lancé une garantie de cours puis une offre publique de retrait obligatoire, lui permettant, à l'issue de ces différentes opérations, d'être l'actionnaire unique de Sanef.

Elle a comme actionnaire majoritaire le groupe Abertis dont le siège est en Espagne à Madrid. Les comptes consolidés de HIT sont inclus dans les comptes consolidés d'Abertis.

HIT ne détient pas d'autres titres en direct que ceux de la société Sanef.

Le siège social de la société HIT est situé 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

### *1.2 Information sur le sous-groupe Sanef*

Le groupe Sanef est titulaire de deux concessions lui ayant été attribuées par l'Etat, portant sur la construction et l'exploitation de 1 785 km d'autoroutes, ouvrages et installations annexes, dont 1 406 km pour Sanef et 379 km pour SAPN. Suite à la mise en service de la section d'A16 entre L'Isle-Adam et La Francilienne, intervenue en novembre 2019, le réseau en service du groupe Sanef a augmenté de 8 km. Le réseau en service du groupe est de 1 781 km au 31 décembre 2021.

Depuis la signature avec l'Etat en 2010 d'un engagement d'investissements pour le développement durable, les termes des contrats de concession de Sanef et Sapn étaient fixés au 31 décembre 2029.

Le Gouvernement français a signé avec les principaux concessionnaires autoroutiers un plan de relance autoroutier d'un total de 3,2 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur en 2015. Ce plan de relance s'inscrit dans le cadre de négociations achevées en avril 2015 par la conclusion d'un Protocole d'accord entre l'Etat et les groupes Vinci, APRR-AREA et Sanef (et Sapn).

Le protocole établit la volonté commune de l'Etat et des SCA de poursuivre durablement la relation contractuelle et de l'aménager sur la base des principes suivants :

1. Développement de l'investissement dans le domaine des infrastructures :
   - i) Investissements directs via le Plan de Relance :
     - a) Pour Sanef, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 330 M€ environ et une extension de durée de la concession de 2 ans.
     - b) Pour Sapn, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 260 M€ et une extension de durée de la concession de 3 ans et 8 mois.
   - ii) Investissements indirects via :

a) Le versement des SCA à l'AFITF d'une Contribution Volontaire Exceptionnelle (« CVE »). La CVE, d'un montant de 60 millions d'euros par an, sera versée par l'ensemble des SCA signataires de l'accord jusqu'à la fin de concession de chaque société. La quote-part du Groupe Sanef (Sanef et Sapn) représente 17 % du montant total de la CVE.

b) La création par Vinci, APRR et les actionnaires de Sanef d'un Fonds de Modernisation Ecologique des Transports (« FMET ») de 200 millions d'euros. La contribution des actionnaires du groupe Sanef étant de 50 millions d'euros.

2. Stabilisation de la relation contractuelle avec Sanef et Sapn et de l'équilibre économique des concessions :

   i) Mise en place d'une clause dite de « stabilité fiscale » par modification de l'article 32

   ii) Mise en œuvre d'une mesure de plafonnement de la rentabilité des concessions : retranscrite par la modification de l'article 36 des contrats de concession Sanef et Sapn.

3. Compensation de la hausse de la redevance domaniale de 2013 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2016 à 2018 inclus et compensation du gel des tarifs en 2015 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2019 à 2023 inclus.

4. Renforcement de la politique commerciale des SCA en matière de développement durable (favorisant notamment le covoiturage, les véhicules écologiques et les jeunes et/ou étudiants).

5. Création d'une autorité de régulation indépendante du secteur autoroutier : le 15 octobre 2015, l'ARAF est devenue l'ARAFER puis en 2019 l'ART (Autorité de Régulation des Transports) et prend en charge la régulation du secteur autoroutier (i.e. consultation pour les projets de modification d'un contrat de concession, ou de tout autre contrat, lorsqu'ils ont une incidence sur les tarifs de péage ou sur la durée de la concession).

Le Décret n° 2015-1046 du 21 août 2015 approuvant des avenants aux conventions passées entre l'Etat et Sanef et entre l'Etat et Sapn a été publié le 23 août 2015 au Journal Officiel.

Les contrats de concession sont ainsi portés pour Sanef à échéance 31 décembre 2031 et pour Sapn à échéance 31 août 2033.

Les conventions de concession principales, analogues pour les deux sociétés, et les cahiers des charges annexés constituent les instruments fondamentaux définissant les relations entre l'Etat concédant et les deux sociétés concessionnaires. Ces documents régissent notamment la construction et l'exploitation des autoroutes, les dispositions financières applicables, la durée de la concession et les modalités de reprise des installations en fin de concession.

Parmi les principales dispositions susceptibles d'influencer les perspectives d'exploitation figurent notamment :

- L'obligation de maintenir en bon état l'ensemble des ouvrages et d'assurer la continuité de la circulation dans de bonnes conditions de sécurité et de commodité ;

- Les dispositions fixant les taux de péages et les règles d'évolution ;

- Les clauses prévoyant les dispositions applicables en cas d'évolution des règlementations techniques et fiscales applicables aux sociétés d'autoroutes : si une telle évolution était susceptible de remettre en cause gravement l'équilibre des concessions, l'Etat et les sociétés concessionnaires arrêteraient d'un commun accord les compensations à envisager ;

- Les dispositions susceptibles de garantir la remise en bon état des ouvrages de la concession à l'expiration du contrat ;

- Les conditions de retour des actifs à l'Etat en fin de concession et les restrictions grevant les actifs ;

- La faculté pour l'Etat de racheter les contrats de concessions pour motif d'intérêt général.

Dans le cadre du processus de privatisation du groupe Sanef, l'Etat français a procédé à des ajustements des contrats de concession au moyen d'avenants qui ont été approuvés par les Conseils d'Administration de Sanef et de Sapn, respectivement les 27 avril et 4 mai 2006.

Des négociations sur un nouveau contrat de plan, le Plan d'Investissement Autoroutier (PIA), ont été initiées à l'automne 2016. L'avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières relatif au PIA est intervenu en juin 2017.

Des discussions entre le Groupe Sanef et les services de l'Etat ont repris en décembre 2017 suite à la modification d'une partie du plan. Les projets d'avenants aux contrats de concession qui intègreront les investissements du PIA et les augmentations tarifaires dans les contrats de concessions de Sanef et SAPN ont été instruits par le Conseil d'Etat au cours du premier semestre de 2018.

Le PIA prévoit la création ou la modification de quatre échangeurs, la création de places de covoiturage et des programmes de protection de l'environnement. Le PIA représente un investissement de 122 millions d'euros pour le Groupe Sanef qui a été compensé par des augmentations de péage supplémentaires entre 2019 et 2021. Le PIA a fait aussi l'objet d'un cofinancement par certaines collectivités locales.

Le Plan d'investissement autoroutier (PIA) a été publié au Journal Officiel le 30 aout 2018 après avoir reçu un avis favorable du Conseil d'Etat.

Le siège social de la société Sanef est situé 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

# *2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX*

Dans un contexte de crise sanitaire qui a perduré en 2021, l'activité de l'exercice 2021 est en nette amélioration par rapport à 2020, en raison de mesures de confinement moins strictes en 2021 et au retour du trafic étranger sur nos autoroutes.
Le trafic comparé à 2020 est en hausse pour atteindre +19,1% en fin d'année, néanmoins il n'a pas rattrapé son niveau de 2019 et se situe à -10.2% par rapport à 2019. Dans ces conditions le résultat d'exploitation est en amélioration de 210 millions d'euros comparé à l'année 2020.

L'année 2021 a été également marquée par la signature du décret n°2021-1726 le 21 décembre 2021 approuvant le douzième avenant à la convention de concession de SAPN, il a été publié le 22 décembre 2021 au Journal Officiel.
Cet avenant prévoit le déploiement d'un dispositif de péage en flux libre sur les axes A13 et A14. Le montant de cette opération s'élève à 122,1 M€ (valeur juillet 2018).

Le 23 décembre 2021 le groupe Sanef a cédé ses titres de participation dans les sociétés Aliénor et Sanef Aquitaine.

Enjeux Environnementaux :

Le Groupe HIT est attentif à limiter les impacts sur l'environnement de ses opérations mais aussi de l'utilisation des autoroutes par ses clients. C'est pourquoi le groupe travaille à comprendre ces impacts (émissions de gaz à effet de serre, impacts sur le cycle de l'eau, sur les nuisances sonores, sur la biodiversité…) et les quantifier d'une façon juste et opérationnelle.
Les émissions de gaz à effet de serre liées à la circulation de nos clients sur nos autoroutes représentent le premier enjeu. C'est pourquoi le groupe Sanef a entrepris d'équiper en 2022 l'intégralité de ses aires de service de stations de recharge de véhicules électriques avec des bornes de recharge en grand nombre et de puissances supérieures à 150kW. Cet équipement permet d'espérer atteindre à horizon 2030, une réduction de 25% des émissions de nos clients VL (Véhicules Légers).
Pour accompagner ce projet, le groupe a décidé de passer sa flotte VL progressivement au 100% électrique. Tous les renouvellements de véhicules légers à partir de 2022 sont réalisés avec des véhicules 100% électriques.
L'objectif est d'atteindre une flotte 100% électrique en 2026 pour les véhicules de fonction et en 2030 pour l'ensemble de la flotte (VL et VUL).
En parallèle, le groupe va équiper en trois ans l'intégralité de ses sites en bornes de recharge à destination des véhicules de l'entreprise et de ceux de ses salariés.
Le groupe étudie également les différentes pistes de décarbonation pour les poids lourds, mais aussi toutes les pistes qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre de nos opérations (pilotage énergétique des bâtiments, remplacement des éclairages dans les tunnels,).

Dans l'établissement de ses états financiers, la société a pris en compte les effets des enjeux climatiques applicables. Elle n'a pas identifié d'impact comptable significatif à ce stade.

# *3. METHODES COMPTABLES*

### *3.1. Référentiel comptable*

Les comptes consolidés de l'exercice 2021 du Groupe HIT ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021.

Les textes publiés par l'IASB et non adoptés au niveau européen ne sont pas applicables au groupe.

Ils sont établis selon le principe des coûts historiques, sauf exception indiquée ci-après. L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des choix sur la manière d'appliquer les normes à certaines opérations.

Les normes et interprétations applicables à compter de l'exercice 2021 ont été les suivantes :

- Amendement à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire d'IFRS 9, applicable au 1er janvier 2021,
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêts de référence (IBOR) » étape 2, applicable au 1er janvier 2021,
- Amendements à IFRS 16 – Aménagements de loyers au-delà du 30 juin 2021, applicable au 1er avril 2021,

Ces amendements n'ont pas d'impact matériel sur les états financiers consolidés du groupe.

Le groupe n'a pas anticipé dans ses états financiers annuels les normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2021.

**Estimations et jugements** :

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction l'exercice de jugements ainsi que la prise en compte d'estimations et d'hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement, rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les principales estimations effectuées par le groupe portent sur l'évaluation des actifs incorporels du domaine concédé, dans la perspective d'une dépréciation éventuelle, sur les durées d'amortissement des immobilisations renouvelables, sur les provisions et notamment les provisions pour remise en état des infrastructures, et sur des dépréciations de créances et la juste valeur des dérivés.

### *3.2. Arrêté des comptes consolidés*

Les comptes consolidés du groupe HIT ont été arrêtés le 1er mars 2022 par son Président.

### *3.3. Méthode de consolidation*

Les états financiers incluent les états financiers de Sanef et des filiales contrôlées et sociétés mises en équivalence, établis à chaque clôture. Les états financiers des filiales et sociétés mises en équivalence sont préparés pour le même exercice que la société mère.

Les filiales sont consolidées lorsque le groupe en détient le contrôle. La notion de contrôle est établie si les éléments suivants sont réunis :

- Sanef directement ou indirectement dispose de droits lui permettant de prendre les décisions d'ordre financier et opérationnel, de manière à obtenir des avantages de la l'entité ;
- Sanef est exposé aux rendements variables de l'entité ; et
- Sanef à la capacité d'agir sur ces rendements variables.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres. La part des actionnaires minoritaires dans les résultats est présentée sur une ligne distincte du compte de résultat.

Les entités sont comptabilisées par mise en équivalence lorsque le groupe y exerce une influence notable. Celle-ci est présumée lorsque le pourcentage des droits de vote est supérieur à 20 %. En l'absence d'une telle détention, d'autres éléments d'appréciation, telle que la participation du groupe au conseil d'administration de l'entité, sont à prendre en compte dans l'analyse de l'influence notable.

Les sociétés nouvellement acquises sont comptabilisées à partir de la date effective de prise de contrôle. Leurs actifs et passifs sont évalués à cette date selon la méthode de l'acquisition.

Les comptes consolidés du groupe sont présentés en milliers d'euros.

### *3.4. Information sectorielle*

Le groupe n'est pas astreint à l'information sectorielle telle que définie dans IFRS 8 « Information sectorielle ». Cependant quelques indicateurs présentant séparément les concessions, les autres activités (essentiellement la télématique) et la holding sont présentés en note 4.25.

### 3.5. *Goodwill*

Le goodwill représente la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant par le contrôle, minorée du montant net comptabilisée au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les goodwills ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Un test de dépréciation est effectué dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les goodwills sont affectés aux unités génératrices de trésorerie, qui correspondent aux ensembles d'actifs les plus petits générant des flux de trésorerie autonomes par rapport aux flux du groupe dans son ensemble

### *3.6. Immobilisations incorporelles*

#### 3.6.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Conformément à IFRIC 12, les immobilisations incorporelles du domaine concédé représentent le droit d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, et de facturer l'utilisateur du service public. Ces infrastructures devront être restituées gratuitement à l'Etat à l'échéance du contrat de concession.

La concession s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la construction, l'entretien et exploitation de l'autoroute et ses annexes, y compris les raccordements aux voiries existantes, les dépendances et autres au service des usagers ou réalisés en vue d'améliorer l'exploitation. Il peut s'agir d'immobilisations correspondant à la construction initiale ou à des immobilisations complémentaires sur autoroutes en service.

Les immobilisations concédées sont initialement entrées au bilan sur la base de la juste valeur des prestations de construction ou d'amélioration des infrastructures, en contrepartie de la constatation d'un chiffre d'affaires au titre des prestations rendues à l'Etat concédant. En pratique, cette juste valeur est égale au coût de revient des constructions confiées à des tiers et comptabilisées en autres charges externes. Les immobilisations incorporelles du domaine concédé sont amorties sur la durée du contrat de concession (expirant en décembre 2031 pour Sanef et août 2033 pour Sapn, les principales concessions du groupe) selon un rythme reflétant la consommation des avantages économiques attendus du droit incorporel concédé (linéairement sur les concessions « matures », selon les prévisions de trafic pour les concessions « nouvelles »).

L'accord entre le gouvernement français et les Sociétés Sanef et Sapn étant finalisé (voir note 1.2 - Informations sur le sous-groupe Sanef), il a été décidé de comptabiliser en immobilisation incorporelle des concessions la CVE (Contribution Volontaire Exceptionnelle) par application de la norme IFRIC 12, la CVE étant considérée comme un droit complémentaire d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, avec une contrepartie en provision au passif.

#### 3.6.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées notamment par les logiciels acquis par le groupe.
Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis selon le mode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 5 ans en fonction de leur durée d'utilité.

Les frais de développement sont actuellement pour l'essentiel intégralement inscrits dans l'Etat du résultat global de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus dans la mesure où ces frais ne remplissent pas les conditions pour être immobilisés.

### *3.7. Immobilisations corporelles*

Suite à l'application d'IFRIC 12, seules les immobilisations corporelles « renouvelables » non contrôlées par le concédant comme le matériel de péage, de signalisation, de télétransmission, de vidéosurveillance, ainsi que les matériels informatiques, de transport, les matériels et outillages) restent

des immobilisations corporelles dans les états financiers du groupe HIT et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation.

| Durées d'utilité | Nombre d'années |
|---|---|
| Matériels et outillages | 5 à 8 ans |
| Matériels informatiques | 3 |
| Matériels de transport | 5 |
| Agencement et installations | 8 |

Suite à l'application d'IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés comme un actif corporel représentant le droit d'utilisation du bien loué et sont amortis sur la durée de location IFRS 16 retenue. La norme IFRS 16 met en place un modèle de comptabilisation unique pour les preneurs des contrats de location. A ce titre, tous les contrats sont inscrits au bilan, avec une dette correspondant à l'obligation de payer les loyers et un actif représentant le droit d'utilisation du bien loué. Au compte de résultat, sont enregistrés l'amortissement du droit d'utilisation et les intérêts de la dette de loyer.

Les contrats éligibles à IFRS16 concernent des locations de véhicules (longue durée) et un contrat de location de bureau du siège du Groupe.

### *3.8. Instruments financiers*

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

#### 3.8.1. Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent, selon le modèle:

- Des titres de participation non consolidés qualifiés d'actifs représentatifs d'instruments de capitaux propres ;
- des actifs financiers détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels (prêts et créances d'exploitation) ;
- des autres actifs financiers détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus (dont la trésorerie et les équivalents de trésorerie).

Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, les prêts et créances sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE) diminué du montant des pertes de valeur.

Les titres de participation non consolidés qualifiés d'actifs représentatifs d'instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par résultat.

Les autres actifs financiers détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques évoqués ci-dessus (dont la trésorerie et les équivalents de trésorerie) sont évalués à la juste valeur par résultat. Les gains et pertes de ces actifs, correspondant aux intérêts, dividendes, variation de juste valeur et plus ou moins-values de cession, sont traités en coût de l'endettement financier ou en autres produits et charges financiers selon la nature des actifs concernés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, évalués à la juste valeur par compte de résultat, comprennent tous les soldes en espèces, les dépôts à court terme (inférieurs à 3 mois) à leur date d'entrée dans le bilan, les OPCVM à très brève échéance et ne présentant pas de risques significatifs de perte de valeur.

#### 3.8.2. Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres dettes liées à l'exploitation.

A l'exception des passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat, les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur minorée des coûts de transaction et sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui conduit à un amortissement actuariel des coûts de transaction directement rattachables à l'émission du passif financier.

#### 3.8.3. Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

Les instruments dérivés mis en place en conformité avec la politique de gestion de risque de taux du groupe mais ne remplissant pas les conditions pour être qualifiés de couverture, ou pour lesquels le groupe n'a pas choisi la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à la juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en résultat.

Lorsqu'ils remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur, la variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La variation de juste valeur de sens inverse de la position couverte, liée au risque couvert, donne lieu à un enregistrement en résultat en contrepartie de l'ajustement de la valeur au bilan de cette position. Compte tenu des caractéristiques des dérivés mis en place par le groupe, l'incidence de ce mode de comptabilisation est non significative pour le compte de résultat.

La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affecterait le résultat net présenté. Lorsque des instruments dérivés remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie, leur variation de juste valeur est enregistrée directement en autres éléments du résultat global pour la partie efficace et en résultat pour la part inefficace de la variation.

### *3.9. Stocks*

Les stocks se composent du carburant et du sel. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Ils font l'objet de dépréciations lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure au coût.

### *3.10. Créances clients et autres débiteurs*

Les créances clients sont initialement reconnues à leur prix de transaction, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti.

Une dépréciation des créances clients est constituée pour tenir compte des pertes attendues à maturité.

### *3.11. Comptabilisation des impôts sur les bénéfices*

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les créances et les dettes d'impôt exigible nées au cours de l'exercice sont classées en actifs et passifs courants.

Les impôts différés sont enregistrés sur les différences temporaires entre la valeur au bilan des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'impôts attendus au moment du dénouement des différences temporaires, dans la mesure où ces taux sont votés ou quasi voté à la clôture de l'exercice.
Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés qu'en fonction de leur probabilité de récupération future. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, lorsqu'ils concernent les entités du groupe d'intégration fiscale. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation. Ils figurent au bilan dans les actifs et passifs non courants.

### *3.12. Capitaux propres*

Les coûts directement imputables aux augmentations de capital sont portés en déduction des primes d'émission.

Les distributions de dividendes aux actionnaires de HIT sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du groupe à la date d'approbation des dividendes par les actionnaires.

### *3.13. Charges d'intérêts*

Les charges d'intérêts supportées pendant la période de construction des ouvrages concédés sont incluses dans le coût de construction des ouvrages.

### *3.14. Provisions courantes et non courantes*

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers provenant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressource sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions non courantes correspondent principalement aux obligations contractuelles de maintenance, de remise en état des infrastructures concédées (à l'exclusion de tout élément d'amélioration) ainsi que la CVE. Ces provisions sont évaluées sur la base de la meilleure estimation des dépenses futures de renouvellement des couches de roulement des chaussées et de maintien en l'état des ouvrages d'art et sont constituées au fur et à mesure de l'usage des infrastructures. La provision pour la CVE est constituée des paiements futurs prévisionnels. Ces provisions sont actualisées sur la base d'un taux représentatif de la valeur temps de l'argent. L'effet de la désactualisation des provisions à long terme est constaté en « autres charges financières ».

### *3.15. Engagements sociaux à prestations définies*

Les salariés du groupe Sanef bénéficient d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées au moment du départ à la retraite à condition que le salarié soit encore en fonction dans le groupe à cette date. Par ailleurs, le personnel retraité avant 2017 de la filiale SAPN bénéficie d'une prise en charge partielle de son régime complémentaire de prévoyance.

En matière d'autres avantages long terme payés avant le départ à la retraite, le groupe verse des gratifications au titre de l'attribution des médailles d'honneur du travail.

Ces engagements sont comptabilisés au bilan et évalués selon la méthode des unités de crédit projetées en estimant les salaires qui serviront de base au calcul des prestations. Les charges comptabilisées au cours d'un exercice

comprennent le coût des services rendus au cours de l'exercice présentés en charges de personnel et le coût financier correspondant à la désactualisation de la dette actuarielle classé en charges financières ; sur ce coût financier sont imputés les rendements attendus des actifs de couverture.

La réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies résultant de l'évaluation des engagements post-emploi est comptabilisée en « autres éléments du résultat global ». Les écarts actuariels générés sur les autres avantages long terme sont comptabilisés immédiatement en résultat.

### *3.16. Reconnaissance du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de l'activité péages et est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations correspondantes.

Conformément à l'interprétation IFRIC 12, le groupe Sanef comptabilise en chiffre d'affaires « Construction » les produits (et les charges en « achats et charges externes) relatifs aux prestations rendues au concédant au titre des travaux de construction ou d'amélioration des ouvrages concédés, en contrepartie de la constatation d'un actif incorporel reçu (voir note 3.7). Ce chiffre d'affaires est reconnu selon la norme IFRS 15 en fonction du degré d'avancement des travaux.

Le chiffre d'affaires de prestations de service relatifs à des contrats long terme réalisées par le groupe sont constatés selon la norme IFRS 15 **«** Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » en fonction du degré d'avancement des prestations.

Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, la norme impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du groupe Sanef ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

Le principe fondamental d'IFRS 15 est que la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients doit traduire :

- d'une part, le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service ;
- et d'autre part, le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert de contrôle d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise (comptabilisation à l'achèvement).

La méthode de comptabilisation des produits relatifs aux contrats de concession suit les dispositions de l'interprétation IFRIC 12 " Accords de concession de services » et comprennent :

- d'une part, les recettes perçues sur les ouvrages autoroutiers concédés et les produits des activités annexes tels que les redevances des installations commerciales, les revenus provenant de la location d'infrastructures de télécommunication et de parcs de stationnement ; et
- d'autre part, le chiffre d'affaires constaté au titre de la construction des nouvelles infrastructures concédées dégagé à l'avancement conformément à la norme IFRS 15.

### *3.17. Eléments financiers en produits et en charges*

Les charges d'intérêt incluent les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du coût amorti au taux effectif.

Le résultat sur dérivé de couverture inclut les variations de juste valeur et les flux échangés.

Les autres produits et charges financiers incluent les revenus des prêts et créances calculés selon la méthode du coût amorti au taux effectif, les gains sur les placements de trésorerie et équivalents de trésorerie, les pertes de valeur sur actifs financiers, les dividendes et les résultats de change.

### *3.18. Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation soit à des fins d'informations données en annexes. Celle-ci correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.
La majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, collars…) est négociée sur des marchés de gré à gré sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers qui s'appuient sur les conditions de marché existantes à la date de clôture.

Les techniques de valorisations, relevant toutes du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs selon IFRS 7, retenues pour la détermination des justes valeurs des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

- Les swaps de taux sont valorisés selon la méthode d'actualisation des cash-flows futurs contractuels.
- La valorisation des produits optionnels est opérée à partir de modèles de valorisation (type Black & Scholes) utilisant des cotations publiées sur un marché actif et / ou en obtenant des cotations de la part d'établissements financiers tiers.
- Les instruments dérivés de change et de taux ont été évalués par actualisation du différentiel de flux d'intérêt.

La juste valeur des emprunts cotés est la valeur de marché à la date de clôture alors que la juste valeur des emprunts non cotés est calculée en actualisant les flux contractuels, emprunt par emprunt, à un taux correspondant au taux auquel le groupe HIT contracterait en fin d'exercice des emprunts similaires.
Pour les dettes et créances à moins d'un an et certaines dettes et créances à taux variable, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement utilisés par le groupe HIT.

Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte de l'évolution du risque de crédit du groupe HIT.

### *3.19. Normes et interprétations non encore en vigueur*

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022 ne sont pas appliquées par anticipation dans ces états financiers :

- Amendements à IFRS 3 « Références au cadre conceptuel », applicable au 1er janvier 2022,
- Amendement à IAS 37 « Contrats déficitaires - Coûts d'exécution d'un contrat », applicable au

1er janvier 2022,
- Amendements à IAS 16 « Revenus pré-utilisation d'un actif corporel », applicable au 1er janvier 2022,
- Améliorations annuelles « Cycle 2018-2020 », applicable au 1er janvier 2022.

L'incidence de l'application de ces normes et interprétations dans le groupe n'est pas connue à ce jour.

# *4. EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE*

## *4.1. Périmètre de consolidation*

Le groupe HIT est composé de la société mère HIT et des filiales suivantes :

| Sociétés | Activité | Méthode de consolidation |
|---|---|---|
| Sanef | Concession autoroutière | Consolidée |
| Sapn | Concession autoroutière | Consolidée |
| Bip&Go | Distribution (Télématique) | Consolidée |
| SE BPNL | Exploitation d'autoroutes | Consolidée |
| Léonord Exploitation | Exploitation d'autoroutes | Consolidée |
| Léonord | Concession autoroutière | Mise en équivalence |
| Routalis | Exploitation d'autoroutes | Mise en équivalence |
| Sanef 107.7 | Radio | Consolidée |

L'évolution du périmètre de consolidation entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 est liée à la vente des sociétés A'Lienor et Sanef Aquitaine intervenue le 23 décembre 2021.

### 4.1.1. Participations dans les sociétés mises en équivalence

Les principaux agrégats financiers des sociétés mises en équivalence sont :

| ***2021 (en milliers d'euros)*** | **ROUTALIS** | **LEONORD** |
|---|---|---|
| *Quote-part de capital détenue* | *30,00%* | *35,00%* |
| *devise* | *Euro* | *Euro* |
| | | |
| Actifs | 5 167 | 109 361 |
| Passifs hors capitaux propres | 2 602 | 108 640 |
| Capitaux propres | 2 565 | 721 |
| | | |
| Chiffre d'affaires | 5 971 | 18 089 |
| Bénéfice (perte) opérationnel | 468 | 1 459 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 3 691 | 306 |
| Bénéfice (perte) de l'exercice | 2 521 | 175 |

| *2020 (en milliers d'euros)* | **A'LIENOR** | **ROUTALIS** | **LEONORD** |
|---|---|---|---|
| *Quote-part de capital détenue* | *35,00%* | *30,00%* | *35,00%* |
| *devise* | *Euro* | *Euro* | *Euro* |
| | | | |
| Actifs | 1 125 870 | 5 480 | 109 013 |
| Passifs hors capitaux propres | 801 671 | 4 467 | 108 160 |
| Capitaux propres | 324 199 | 1 013 | 853 |
| | | | |
| Chiffre d'affaires | 54 835 | 11 341 | 19 760 |
| Bénéfice (perte) opérationnel | 20 129 | 1 560 | 1 533 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | -2 408 | 1 335 | 274 |
| Bénéfice (perte) de l'exercice | -1 931 | 969 | 139 |

La société Aliénor est sortie du périmètre de consolidation le 23 décembre 2021

### *4.2. Chiffre d'affaires*

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Péages | 1 595 250 | 1 365 682 |
| *Abonnements et prestations télématiques* | *26 119* | *24 371* |
| *Redevances des installations commerciales* | *34 670* | *31 064* |
| *Services télécom* | *7 933* | *7 423* |
| *Prestations d'ingénierie et autres* | *21 112* | *20 392* |
| **Chiffre d'affaires hors péages** | **89 833** | **83 250** |
| **Chiffre d'affaires construction sur travaux confiés à des tiers** | **183 401** | **136 456** |
| **Chiffre d'affaires** | **1 868 485** | **1 585 388** |

Les ventes d'abonnement et de services télématiques comprennent la facturation des frais de gestion sur abonnement.

Les redevances des installations commerciales sont versées par les tiers exploitant les installations commerciales situées sur les aires de service.

Les services télécom correspondent aux locations de fibres optiques ou de pylônes à des opérateurs de télécommunications.

Les prestations d'ingénierie et divers comprennent les ventes de carburants, les divers services réalisés sur le réseau ou à proximité immédiate et les prestations des filiales hors concession autoroutière.

### *4.3. Achats et charges externes*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Maintenance des infrastructures | (10 490) | (8 690) |
| Entretiens et réparations | (30 030) | (25 638) |
| Consommations et charges liées aux opérations | (21 141) | (17 378) |
| Autres achats et charges externes | (37 941) | (37 815) |
| Dépenses de construction sur travaux confiés à des tiers | (183 401) | (136 456) |
| **Achats et charges externes** | **(283 002)** | **(225 976)** |

### *4.4. Charges de personnel*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Rémunération du personnel | (98 822) | (100 818) |
| Charges sociales | (45 181) | (43 745) |
| Intéressement | (6 449) | (4 698) |
| Participation des salariés | (14 497) | (11 079) |
| Autres charges de personnel | (2 492) | (1 357) |
| Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme | (2 429) | (2 458) |
| **Charges de personnel** | **(169 870)** | **(164 154)** |

### *4.5. Autres produits et charges*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Remboursement dégâts accidents | 7 658 | 8 292 |
| Subventions d'exploitation | 177 | 21 |
| Autres produits divers | 14 571 | 16 740 |
| **Autres produits** | **22 406** | **25 053** |
| Charges diverses | 560 | 395 |
| Dotations nettes aux provisions | (5 284) | (2 662) |
| **Autres charges** | **(4 724)** | **(2 267)** |

Les autres produits divers en 2021 incluent les produits de Leonord Exploitation provenant du contrat d'exploitation du périphérique Nord de Lyon (voir note 4.1).

### *4.6. Impôts et taxes*

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Taxe d'aménagement du territoire | (101 430) | (85 958) |
| Contribution économique territoriale | (30 759) | (40 692) |
| Redevance domaniale | (59 681) | (65 018) |
| Autres impôts et taxes | (9 244) | (8 268) |
| **Impôts et taxes** | **(201 115)** | **(199 936)** |

La taxe d'aménagement du territoire est un impôt calculé en fonction du nombre de kilomètres payants parcourus sur l'ensemble du réseau au cours de l'année. Elle est versée mensuellement et fait l'objet d'une régularisation en fin d'année. Le tarif de base de la taxe d'aménagement du territoire applicable est de 7,36 € par millier de kilomètres parcourus au 1er janvier 2021 (7,36 € par milliers de kilomètres parcourus au 1er janvier 2020).

La redevance domaniale ou redevance annuelle pour occupation du domaine public, instituée par l'article 1 du décret n°97-606 du 31 mai 1997 (codifié à l'article R.122-27 du Code de la voirie routière), est assimilable à une taxe calculée en fonction du chiffre d'affaires du concessionnaire au titre de son activité de concessionnaire d'autoroutes sur le domaine public national et du nombre de kilomètres de voies exploitées au 31 décembre de l'année précédente. Elle est payée en juillet de chaque année pour la période du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante. Cette obligation n'existe ainsi qu'au 1er juillet de chaque année et est passée intégralement lors du 2nd semestre.

L'évolution de ce poste « impôts et taxes » est donc très directement liée à l'évolution du chiffre d'affaires, essentiellement des sociétés concessionnaires.

### *4.7. Dotations aux amortissements et provisions*

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles | (365 886) | (356 205) |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des concessions | (47 701) | (44 109) |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des autres sociétés | (209) | (312) |
| **Total des dotations aux amortissements** | **(413 796)** | **(400 626)** |
| Dotations nettes aux provisions sur domaine concédé | (36 928) | (46 019) |
| **Dotations aux amortissements et provisions** | **(450 724)** | **(446 645)** |

### *4.8. Charges et produits financiers*

Les charges et produits financiers se décomposent comme suit :

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Charges d'intérêts provenant de dettes évaluées au coût amorti | (232 138) | (241 950) |
| **Total des charges d'intérêts** | **(232 138)** | **(241 950)** |

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Autres charges financières** | | |
| Amortissement des soultes payées sur annulation de swap | (17 909) | (1 157) |
| Effet de la désactualisation des provisions à long terme | (4 861) | (4 603) |
| Autres charges financières | | 17 |
| **Total des autres charges financières** | **(22 770)** | **(5 743)** |

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Produits financiers** | | |
| Produits de participation | | 154 |
| Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement | 150 | 836 |
| Autres produits financiers | 181 196 | 152 533 |
| **Total des produits financiers** | **181 347** | **153 523** |

Les effets de la désactualisation des provisions long terme sont en hausse du fait du changement de taux d'actualisation de la provision IFRIC 12 passant de 0% à 0.196% (proche des OAT). Ce taux est apprécié par convention avec le rendement des OAT à 10 ans émises par l'État français.

Les autres produits financiers comprennent la plus-value de consolidation liée à la vente des titres de participation des sociétés A'Lienor et Sanef Aquitaine.

Les charges d'intérêts provenant des dettes évaluées au coût amorti sont en baisse du fait du désendettement du groupe.

### *4.9. Impôts sur les bénéfices*

| **(en milliers d'euros)** | **2021** | **2020** |
|---|---|---|
| Impôts dus sur les bénéfices et assimilés | (187 324) | (120 471) |
| Impôts différés | 29 239 | 6 387 |
| **Impôts** | **(158 085)** | **(114 083)** |

La preuve d'impôt pour les exercices 2021 et 2020 est présentée ci-après :

| *(en milliers d'euros)* | 2021 | 2020 |
|---|---|---|
| **Résultat net part du groupe** | **527 118** | **363 287** |
| Charge d'impôt | 158 085 | 114 083 |
| A exclure : quote-part des sociétés mises en équivalence/Plus-value cession | 158 251 | 152 003 |
| Intérêts minoritaires | 30 | 45 |
| | | 0 |
| **Résultat avant impôt** | **526 951** | **629 418** |
| Charge d'impôt théorique 28,41% | (149 707) | (104 183) |
| Charges non déductibles – différences permanentes (*) | (6 234) | (7 734) |
| Différence de taux sur impôts différés | (2 190) | (2 526) |
| Crédits d'impôts et autres, provisions dont limitation de la déductibilité des intérêts | 47 | 359 |
| **Charge d'impôt effective** | **(158 085)** | **(114 083)** |

(*) Comprend l'impôt sur la plus-value de cession Alis en 2020 et Aliénor et Sanef Aquitaine en 2021

La ventilation de l'impôt différé par grandes rubriques du bilan est la suivante :

| | Au 31 décembre 2021 | | Au 31 décembre 2020 | |
|---|---|---|---|---|
| *(en milliers d'euros)* | **Assiette** | **Impôts** | **Assiette** | **Impôts** |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | (857 990) | 221 586 | (926 816) | 241 391 |
| Provisions pour risques et charges | 405 277 | (104 662) | 394 954 | (96 303) |
| Endettement, instruments dérivés et autres | (62 815) | 16 220 | (40 509) | 10 688 |
| **TOTAL** | **(515 528)** | **133 144** | **(572 371)** | **155 776** |

Comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas d'actif d'impôt non comptabilisé au 31 décembre 2021.

### *4.10. Résultat par action et dividendes*

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action s'identifie au résultat de base par action.

### *4.11. Goodwill*

Le goodwill est de 2 820 166 milliers d'euros au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020.

La différence de consolidation, entre le prix d'acquisition des titres (pour 5 324 millions d'euros) et les capitaux propres consolidés de Sanef au moment de l'acquisition (pour 1 360 millions d'euros), est de 3 964 millions d'euros.

Le test de dépréciation réalisé en 2021 (comme chaque année) n'a pas fait apparaître de perte de valeur.

Le business plan du groupe, utilisé pour effectuer ce test, comprend la projection des cash-flows des concessionnaires Sanef et Sapn jusqu'à la fin de leur concession. Les flux de trésorerie ont été actualisés au coût moyen pondéré du capital reflétant la répartition prévisionnelle entre les capitaux propres et la dette financière sur l'ensemble de la période prise en compte.

Le groupe a réalisé des tests de sensibilité sur les hypothèses de taux d'actualisation et de niveau de flux de trésorerie. Ainsi, une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ou une baisse de 3% des flux annuels de trésorerie ne conduirait pas à constater une dépréciation de l'écart d'acquisition.

### *4.12. Immobilisations incorporelles*

| **Valeurs brutes** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres (*)** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | 102 143 | 8 705 | | 2 194 | 113 042 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 843 | | | | 3 843 |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 11 765 482 | 183 401 | | (32 916) | 11 915 967 |
| **TOTAL** | **11 871 469** | **192 106** | | **(30 722)** | **12 032 852** |

(*) Reclassement immobilisations corporelles (cf 4.13)

| **Valeurs brutes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2020** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | 95 144 | 5 252 | | 1 747 | 102 143 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 843 | | | | 3 843 |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 11 640 045 | 136 456 | | (11 019) | 11 765 482 |
| **TOTAL** | **11 739 032** | **141 708** | | **(9 271)** | **11 871 469** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises sur cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | (83 285) | (6 197) | | 68 | (89 413) |
| Autres immobilisations incorporelles | (3 845) | | | | (3 845) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | (7 463 508) | (359 689) | | | (7 823 198) |
| **TOTAL** | **(7 550 637)** | **(365 886)** | | **68** | **(7 916 456)** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Dotations** | **Reprises sur cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | (78 443) | (4 841) | | | (83 285) |
| Autres immobilisations incorporelles | (3 844) | | | (1) | (3 845) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | (7 112 144) | (351 364) | | | (7 463 508) |
| **TOTAL** | **(7 194 431)** | **(356 205)** | | **(1)** | **(7 550 637)** |

| **Valeurs nettes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2021** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|
| Logiciels acquis | 18 859 | 23 628 |
| Autres immobilisations incorporelles | (2) | (2) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 4 301 975 | 4 092 770 |
| **TOTAL** | **4 320 832** | **4 116 396** |

| **Valeurs nettes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2020** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Logiciels acquis | 16 701 | 18 859 |
| Autres immobilisations incorporelles | (1) | (2) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 4 527 901 | 4 301 974 |
| **TOTAL** | **4 544 601** | **4 320 831** |

Les marchés sur travaux, signés et non exécutés, s'élèvent à 117 988 milliers d'euros au 31 décembre 2021 et à 167 214 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Ces travaux correspondent essentiellement à des immobilisations incorporelles.

### *4.13. Immobilisations corporelles*

| **Valeur brute** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres (*)** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 828 378 | 37 160 | (19 382) | 29 862 | 876 018 |
| Immobilisations des autres sociétés | 3 904 | 142 | (141) | (2 719) | 1 186 |
| **TOTAL** | **832 282** | **37 302** | **(19 523)** | **27 143** | **877 204** |

(*) Reclassement avec immobilisations incorporelles (cf 4.12)

| **Valeur brute** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 811 690 | 32 594 | (20 317) | 4 411 | 828 378 |
| Immobilisations des autres sociétés | 4 205 | 113 | | (414) | 3 904 |
| **TOTAL** | **815 895** | **32 707** | **(20 317)** | **3 997** | **832 282** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | | **Dotations** | **Reprises** | **Variations de** | |
|---|---|---|---|---|---|

| | Au 1er janvier 2021 | | | périmètres et autres (*) | Au 31 décembre 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | (654 835) | (47 701) | 9 411 | 1 | (693 124) |
| Immobilisations des autres sociétés | (3 396) | (209) | 138 | 2 494 | (972) |
| **TOTAL** | **(658 231)** | **(47 910)** | **9 549** | **2 495** | **(694 096)** |

(*) sortie de Sanef Aquitaine

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Dotations** | **Reprises** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | (630 178) | (44 109) | 15 344 | 4 110 | (654 835) |
| Immobilisations des autres sociétés | 1 026 | (312) | | (4 110) | (3 396) |
| **TOTAL** | **(629 152)** | **(44 421)** | **15 344** | | **(658 231)** |

| **Valeurs nettes** (en milliers d'euros) | **Au 1er janvier 2021** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 173 543 | 182 894 |
| Immobilisations des autres sociétés | 509 | 214 |
| **TOTAL** | **174 052** | **183 108** |

| **Valeurs nettes** *(en milliers d'euros)* | **Au 1er janvier 2020** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 181 511 | 173 543 |
| Immobilisations des autres sociétés | 5 231 | 509 |
| **TOTAL** | **186 744** | **174 053** |

### *4.14. Actifs financiers non courants et courants*

#### 4.14.1. Valeur comptable des actifs financiers par catégories comptables

Les actifs financiers présentés dans les tableaux ci-après excluent les « créances clients et autres créances d'exploitation » (note 4.15) et la « trésorerie et équivalents de trésorerie » (note 4.16).

Actifs financiers non courants

| Actifs financiers non courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2021, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Titres de participation | | | 805 | 805 |
| Créances rattachées à des participations | 701 | | | 701 |
| Prêts | 1 352 | | | 1 352 |
| Dépôts et cautionnements | 476 | | | 476 |
| Autres actifs financiers | (3) | | | (3) |
| **Total des actifs financiers non courants** | **2 525** | | **805** | **3 330** |

| Actifs financiers non courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2020, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Titres de participation | | | 805 | 805 |
| Créances rattachées à des participations | 797 | | | 797 |
| Prêts | 1 526 | | | 1 526 |
| Dépôts et cautionnements | 434 | | | 434 |
| Autres actifs financiers | (4) | | | (4) |
| **Total des actifs financiers non courants** | **2 753** | | **805** | **3 558** |

## Actifs financiers courants

| Actifs financiers courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2021, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Intérêts sur créances rattachées | | | | |
| Instruments financiers dérivés | | | | |
| Autres créances financières | | | -28 | -28 |
| **Total des actifs financiers courants** | | | **-28** | **-28** |

| Actifs financiers courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2020, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Intérêts sur créances rattachées | | | | |
| Instruments financiers dérivés | | | | |
| Autres créances financières | | | 442 | 442 |
| **Total des actifs financiers courants** | | | **442** | **442** |

Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, le groupe HIT n'est pas prêteur auprès de sa maison-mère Abertis.

### 4.14.2. Instruments dérivés

L'emprunt syndiqué à taux variable émis dans le cadre de l'acquisition de Sanef, pour un montant initial de 1 150 millions était couvert en totalité par trois swaps prêteurs taux variables – emprunteurs taux fixe (voir ci-après). À la suite du remboursement partiel de cet emprunt pour 750 millions d'euros en 2011 et du solde de 334 millions en 2012, les couvertures ont été révisées des mêmes montants.

En 2020, HIT a procédé à la résiliation des swaps restants, ce débouclage a entraîné le paiement d'une soulte de 64,8 millions d'Euros. Ces swaps étaient à départs décalés couvrant la période 2021 - 2024 avec un nominal des swaps qui allait de 750 M€ en 2021 à 0 en 2024. Les swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie étaient affectés à la couverture du risque de variabilité des charges d'intérêt relatives aux emprunts futurs à émettre pour satisfaire les besoins de refinancement hautement probables sur la période 2021 à 2024.
La valeur de marché de ces swaps à la date d'annulation a été gelée en OCI et prévoit un recyclage d'OCI en P&L entre 2021 et 2024 sur la base du calendrier du montant nominal couvert initialement.

Le groupe HIT avait également procédé en septembre 2014 à une opération de refinancement de sa dette obligataire (opération de « Liability Management), une opération de couverture des taux fixant les taux d'intérêts applicables à l'opération sur la période 2018– 2025 (swaps de couverture qualifiés de couverture de flux de trésorerie) avait été mise en place entre le début de l'opération et sa réalisation. Cette opération, lors de son débouclage en septembre 2014, a résulté en une soulte à payer de 7,6 millions constatés en moins des capitaux propres pour sa totalité. Son recyclage par résultat est opéré depuis mars 2018.

### 4.14.3. Informations sur les prêts et créances en actifs financiers non courants

Les prêts consentis au titre de l'effort construction inscrits au bilan (prêts) pour un montant actualisé de 1 079 milliers d'euros au 31 décembre 2021, sont à échéance à 20 ans à la date de leur versement et ne portent pas intérêts. Ils ont été consentis dans le cadre de l'obligation légale faite aux employeurs de contribuer à l'effort construction. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser ces prêts s'élève à 4% et est utilisé pour déterminer les produits financiers enregistrés en résultat.

Les créances rattachées à des participations se situent à 701 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (797 milliers d'euros au 31 décembre 2020) et concernent la société Leonord.

### *4.15. Clients et autres créances d'exploitation*

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Avances et acomptes versés sur commandes | 224 | 372 |
| Clients et comptes rattachés : péages | 115 324 | 110 532 |
| Clients et comptes rattachés autres activités | 9 386 | 10 478 |
| Clients douteux | 7 640 | 7 875 |
| Clients, factures à émettre | 38 375 | 25 397 |
| Autres créances diverses | 6 155 | 7 729 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (8 089) |
| **Total clients et autres créances d'exploitation** | **169 740** | **154 293** |
| Créances fiscales & autres | 41 583 | 84 963 |
| **Total clients et autres créances** | **211 322** | **239 256** |

Les créances clients et les autres créances d'exploitation figurent au bilan à leur valeur nominale et sont éventuellement dépréciées.

Les créances fiscales et autres regroupent les créances sociales et fiscales, à l'exception, le cas échéant, des créances d'impôt courant sur les bénéfices.

Le tableau ci-dessous présente les créances clients facturées (Clients abonnés TIS) ainsi que leur dépréciation éventuelle.

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Créances clients facturées | 138 729 | 136 986 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (8 089) |
| **Créances clients nettes** | **131 365** | **128 895** |

Au 31 décembre 2021, la ventilation des créances et dépréciations clients se présente comme suit :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | 1 à 3 mois | 3 à 6 mois | 6 à 12 mois | plus d'un an |
|---|---|---|---|---|---|
| Créances clients facturées | 138 729 | 132 494 | 307 | 4 900 | 1 029 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (1 273) | (265) | (4 798) | (1 029) |

### *4.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie correspond à la juste valeur par résultat.

La ventilation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présentée dans le tableau ci-après :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Equivalents de trésorerie : certificats de dépôt | 56 000 | 325 000 |
| Disponibilités | 340 174 | 711 709 |
| **Total trésorerie et équivalents de trésorerie** | **396 175** | **1 036 709** |

*4.17. Capital et primes d'émission*

Par décision de l'Associé unique du 15 novembre 2021, le capital social a été réduit d'un montant de 22.000 milliers d'euros par voie de distribution à l'Associé. Ainsi le nombre d'actions qui était de 1.062.267.743 au 31 décembre 2020 a été échangé par 1.040.267.743 actions nouvelles au 31 décembre 2021 d'une valeur nominale de 1 euro chacun. Toutes les actions donnent droit au paiement du dividende.

*4.18. Provisions*

Au 31 décembre 2021 :

| **Non courant** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 384 859 | 36 928 | (38 482) | | 4 218 | (793) | 386 730 |
| **TOTAL** | **384 859** | **36 928** | **(38 482)** | | **4 218** | **(793)** | **386 730** |

| **Courant** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Litiges | 11 233 | 5 943 | (2 742) | | | | 14 433 |
| Autres | 26 592 | 7 111 | (5 505) | | | | 28 197 |
| **TOTAL** | **37 824** | **13 053** | **(8 247)** | | | | **42 631** |

| **TOTAL** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 384 859 | 36 928 | (38 482) | | 4 218 | (793) | 386 730 |
| Litiges | 11 233 | 5 943 | (2 742) | | | | 14 433 |
| Autres | 26 592 | 7 111 | (5 505) | | | | 28 197 |
| **TOTAL** | **422 683** | **49 981** | **(46 729)** | | **4 218** | **(793)** | **429 361** |

Au 31 décembre 2020 :

| Non courant | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 389 774 | 46 020 | (49 583) | | 3 924 | (5 275) | 384 859 |
| **TOTAL** | **389 774** | **46 020** | **(49 583)** | | **3 924** | **(5 275)** | **384 859** |

| Courant | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Litiges | 9 519 | 1 836 | (25) | | | (97) | 11 233 |
| Autres | 25 644 | 6 825 | (5 975) | | | 97 | 26 592 |
| **TOTAL** | **35 163** | **8 661** | **(6 000)** | | | | **37 824** |

| TOTAL | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 389 774 | 46 020 | (49 583) | | 3 924 | (5 275) | 384 859 |
| Litiges | 9 519 | 1 836 | (25) | | | (97) | 11 233 |
| Autres | 25 644 | 6 825 | (5 975) | | | 97 | 26 592 |
| **TOTAL** | **424 937** | **54 680** | **(55 583)** | | **3 924** | **(5 275)** | **422 683** |

L'ensemble des provisions sur domaine autoroutier concédé (provisions pour renouvellement futur des couches de roulement des chaussées, maintien en l'état des ouvrages d'art et CVE) est classé en non courant.

### *4.19. Engagements sociaux différés*

Les engagements sociaux différés comprennent des régimes à prestations définies post-emploi (indemnités de fin de carrière, mutuelle des retraités) et d'autres types d'avantages (médailles du travail, mesures d'accompagnement de la GEPP et autres avantages).

Leur montant global au bilan s'analyse comme suit :

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Régimes post-emploi à prestations définies | 45 110 | 47 242 |
| autres avantages | 13 644 | 14 818 |
| **Total** | **58 755** | **62 061** |

### 4.19.1. Régimes post-emploi à prestations définies

Les régimes à prestations définies s'analysent comme suit :

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Engagement et droits | 45 110 | 47 242 |
| **Total** | **45 110** | **47 242** |
| | **31/12/2021** | **31/12/2020** |
| Taux d'actualisation | 1,00% | 0,50% |
| Taux de progression des salaires | 2,35% | 2,00% |

La sensibilité de l'engagement à une évolution de ces deux principales hypothèses au 31 décembre 2021 est la suivante :

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Taux d'actualisation** | | **Taux de progression des salaires** | |
| | Hausse de 50 bp : 1,5% | Baisse de 50 bp : 0,5% | Hausse de 50 bp : 2,85% | Baisse de 50 bp : 1,85% |
| **Total des engagements et droits** | **42 793** | **47 630** | **42 923** | **38 451** |

Au 31 décembre 2020, la sensibilité de ces deux hypothèses se présentait ainsi :

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2020** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Taux d'actualisation** | | **Taux de progression des salaires** | |
| | Hausse de 50 bp : 1,0% | Baisse de 50 bp : 0 % | Hausse de 50 bp : 2,5% | Baisse de 50 bp : 1,5% |
| **Total des engagements et droits** | **44 714** | **49 998** | **49 738** | **44 932** |

Les tableaux ci-après détaillent les droits dus par le groupe au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, ainsi que la juste valeur des actifs financés, pour chaque catégorie d'engagement retraites (indemnités de fin de carrière) et mutuelle des retraités de la société Sapn (prestations médicales).

| **Engagements sociaux à prestations définies** | IFC | | Mutuelle | | **TOTAL** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***(en milliers d'euros)*** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** |
| Engagements et droits en début de période | 42 054 | 40 801 | 5 188 | 5 551 | **47 242** | **46 352** |
| Coût des services | 2 249 | 2 240 | 304 | 317 | **2 553** | **2 557** |
| Charge d'intérêts financiers | 206 | 199 | 26 | 28 | **232** | **227** |
| Pertes (gains) actuariels | (1 396) | 825 | (880) | (512) | **(2 276)** | **313** |
| Prestations payées | (2 439) | (2 012) | (131) | (196) | **(2 570)** | **(2 208)** |
| Mouvement de périmètre | (71) | | | | **(71)** | |
| **Engagements et droits en fin de période** | **40 603** | **42 054** | **4 507** | **5 188** | **45 110** | **47 242** |

Le total des gains actuariels engendrés par les engagements sociaux à prestations définies post-emploi au cours de l'exercice 2021 est 2 276 milliers d'euros (313 milliers d'euros de pertes actuarielles au cours de l'exercice 2020).

Les gains actuariels de 2 276 milliers d'euros se répartissent selon leur origine de la manière suivante :

| *(en milliers d'euros)* | **2021** | **2020** |
|---|---|---|
| **Pertes / (gains) actuarielles générées durant l'exercice** | **(2 276)** | **313** |
| provenant d'écarts d'hypothèses financières | (1 576) | |
| provenant d'écarts d'hypothèses démographiques | | |
| provenant d'écarts d'expérience générés sur l'engagement | (700) | 313 |
| provenant d'écarts d'expérience générés sur les actifs de couverture | | |

### 4.19.2. Autres avantages long-terme

Les autres avantages long terme regroupent les médailles du travail et autres provisions.

| ***(en milliers d'euros)*** | **Au 31 décembre 2021** | | | **Au 31 décembre 2020** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Médailles | Provisions | **TOTAL** | Médailles | Provisions | **TOTAL** |
| Au 1er janvier | 993 | 13 826 | **14 818** | 1 094 | 12 455 | **13 549** |
| Entrée de périmètre | | | **0** | | | **0** |
| Dotation | | 7 293 | **7 293** | | 8 740 | **8 740** |
| Utilisation | (138) | (8 345) | **(8 483)** | (137) | (7 369) | **(7 506)** |
| Pertes et gains actuariels | 16 | | **16** | 35 | | **35** |
| **Fin de période** | **871** | **12 774** | **13 644** | **993** | **13 826** | **14 818** |

### *4.20. Passifs financiers par catégories comptables*

Dettes financières courantes et non courantes :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Passifs au coût amorti | Passifs détenus à des fins de transactions | Dérivés qualifiés de couverture | **Valeur nette comptable à la clôture** | **Juste valeur à la clôture** |
| Emprunts courants et non courants | 5 343 620 | | | 5 343 620 | 5 764 714 |
| Location - Dettes Financières (*) | 9 554 | | | 9 554 | 9 554 |
| Avances de l'Etat | 17 318 | | | 17 318 | 17 318 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 21 571 | | | 21 571 | 21 571 |
| Intérêts courus et non échus | 43 879 | | | 43 879 | 43 879 |
| **Total dettes financières hors fournisseurs** | **5 435 943** | | | **5 435 943** | **5 857 037** |
| Fournisseurs et autres dettes financières (voir note 4.21) | 126 150 | | | 126 150 | 126 150 |
| **Total dettes financières selon IFRS9** | **5 562 092** | | | **5 562 092** | **5 983 186** |

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2020** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Passifs au coût amorti | Passifs détenus à des fins de transactions | Dérivés qualifiés de couverture | **Valeur nette comptable à la clôture** | **Juste valeur à la clôture** |
| Emprunts courants et non courants | 6 316 219 | | | 6 316 219 | 6 965 431 |
| Location - Dettes Financières (*) | 10 948 | | | 10 948 | 10 948 |
| Avances de l'Etat | 17 318 | | | 17 318 | 17 318 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 21 204 | | | 21 204 | 21 204 |
| Intérêts courus et non échus | 55 883 | | | 55 883 | 55 883 |
| **Total dettes financières hors fournisseurs** | **6 421 573** | | | **6 421 573** | **7 070 785** |
| Fournisseurs et autres dettes financières (voir note 4.21) | 116 501 | | | 116 501 | 116 501 |
| **Total dettes financières selon IFRS 9** | **6 538 073** | | | **6 538 073** | **7 187 286** |

(*) IFRS 16

Les dépôts et cautionnements reçus correspondent principalement aux cautionnements versés par les porteurs de cartes et de badges ; ils sont restitués en cas de résiliation de l'abonnement et après retour de la carte ou du badge. Ils sont assimilables à des dépôts à vue et de ce fait ne requièrent pas d'être actualisés.

Les dettes financières autres que les emprunts ont une juste valeur correspondant à leur valeur comptable.

En mai 2021, HIT a réalisé une émission obligataire de 600 millions d'euros avec une maturité à 2028 et dont le coupon s'élève à 0,625%. Cette nouvelle émission obligataire a été réalisée dans l'objectif de partiellement préfinancer l'échéance d'octobre 2021

### *4.21. Fournisseurs et autres dettes*

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Avances et acomptes reçus sur commandes | 3 974 | 2 686 |
| Fournisseurs | 39 843 | 26 783 |
| Dettes sur immobilisations | 82 332 | 87 032 |
| ***Total Fournisseurs et autres dettes financières (1)*** | ***126 150*** | ***116 501*** |
| Dettes fiscales et sociales | 144 343 | 114 121 |
| Produits constatés d'avance | 9 474 | 17 383 |
| ***Total dettes non financières*** | ***153 817*** | ***131 504*** |
| **Total dettes fournisseurs et autres dettes** | **279 967** | **248 005** |

*(1) Passifs financiers évalués selon la méthode du coût amorti*

Les dettes fournisseurs et autres dettes étant à très court terme, leur valeur comptable est très voisine de leur juste valeur.

### *4.22. Passifs éventuels et engagements hors bilan*

Litiges

Les sociétés du groupe sont parties à un certain nombre de litiges dans le cours normal de leurs activités. Le groupe HIT considère qu'au 31 décembre 2021 aucun de ces litiges n'est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur son résultat opérationnel ou sur sa situation financière (en dehors des risques effectivement provisionnés dans les comptes).

Cautions données :

Sanef a accordé une garantie maison-mère en faveur de A'Lienor dans le cadre du contrat d'exploitation de l'A65 pour un total de 1 110 milliers d'euros (1 459 milliers d'euros en 2020).

Sanef a fait émettre une garantie pour un montant total de 900 milliers d'euros en faveur d'Albea dans le cadre du projet A150, inchangée par rapport à fin 2020.

Le montant total des cautions au 31 décembre 2021 est de 2 017 milliers d'euros (2 367 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

Cautions reçues :

Les sociétés du groupe HIT ont reçu des cautions et garanties sur marchés pour un total de 56 129 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (48 710 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

Les cautions accordées par des émetteurs de badges de Télépéage Inter-société pour Poids-Lourds et par des émetteurs de cartes accréditives qui collectent le péage pour le compte des sociétés du groupe HIT s'élèvent à 1 563 milliers d'euros au 31 décembre 2021

Autres engagements :

Au 31 décembre 2021 Le groupe HIT a des lignes de crédit ouvertes et non tirées pour 1 100 millions d'euros.

### *4.23. Gestion des risques financiers et instruments financiers dérivés*

#### 4.23.1. Risques de marché

En matière de risque de marchés (taux d'intérêt, changes et valeurs cotées), HIT encourt principalement un risque de taux d'intérêt.

La partie de l'endettement à taux fixe est soumise à un risque de variation de juste valeur en cas de rachat de celle-ci sur le marché alors que les dettes à taux variable impactent les résultats financiers futurs.

Comme mentionné dans la note 4.20, une partie significative de la dette financière du groupe HIT a été contractée à taux fixe.

Au total, HIT n'encourt qu'un risque limité d'augmentation de ses charges financières en cas de hausse des taux d'intérêts (voir l'analyse de sensibilité ci-après).

La structure de taux des emprunts est la suivante :

| ***(en milliers d'euros)*** | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Taux fixe ou révisable | 5 324 073 | 6 275 756 |
| Taux variable | 19 547 | 40 463 |
| **Total** | **5 343 620** | **6 316 219** |

Les emprunts à taux variable non capés représentent un montant de 19.5 millions d'euros au 31 décembre 2021 (40 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Aucune inefficacité n'a été constatée en résultat sur les relations de couverture de flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2021 HIT n'a plus de swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cf. note 4.14.2 Instruments dérivés). Le solde des pertes à recycler en résultat avant effet d'impôts est de 51 202 milliers d'Euros au 31/12/2021.

Le fait qu'une partie de la dette financière de HIT est à taux fixe a pour effet de rendre sensible la juste valeur de cette dette à l'évolution des taux d'intérêt. Une réduction des taux d'intérêts augmente la juste valeur, une augmentation des taux réduit cette juste valeur. L'écart entre la juste valeur des dettes à taux fixe et leur valeur comptable ne serait constaté en perte ou en profit que si HIT décidait de procéder à des remboursements anticipés, en fonction des possibilités offertes par le marché.

Sensibilité du compte de résultat et des capitaux propres aux variations de taux d'intérêt :

L'analyse de sensibilité sur les flux d'intérêt pour les instruments à taux variables a été déterminée en tenant compte de l'ensemble des flux variables des instruments non dérivés et des instruments dérivés. L'analyse est préparée en supposant que les montants de dettes et d'instruments financiers au bilan au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 restent constants sur une année.

| *(en milliers d'euros)* | 31-déc.-2021 | | | | 31-déc.-2020 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Résultat | | Capitaux propres | | Résultat | | Capitaux propres | |
| | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp |
| Dette à taux variable | (115) | 115 | - | - | (215) | 215 | - | - |

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessus mais n'aurait pas eu d'impact sur les capitaux propres en 2021. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

Par ailleurs, le groupe HIT a assez peu de risques de change ; en effet le groupe est peu exposé au risque transactionnel dans le cadre de son activité.

### 4.23.2. Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe HIT dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

La valeur comptable de ses actifs financiers (présentée ci-après) représente l'exposition maximale au risque de crédit.

| *(en milliers d'euros)* | **Note** | **31-déc.-2021** | **31-déc.-2020** |
|---|---|---|---|
| Créances rattachées à des participations | 4.14 | 701 | 797 |
| Prêts | 4.14 | 1 352 | 1 526 |
| Dépôts et cautionnements | 4.14 | 476 | 434 |
| Créances clients et autres créances financières | 4.15 | 169 740 | 154 293 |
| Actifs financiers courants | 4.14 | (28) | 442 |
| Trésorerie et équivalent trésorerie | 4.16 | 396 174 | 1 036 709 |
| | **Total** | **568 414** | **1 194 202** |

Au 31 décembre 2021, les créances clients et autres créances représentent 170 millions d'euros d'actifs (154 millions d'euros d'actifs au 31 décembre 2020) et la trésorerie se situe à environ 396 millions d'euros (1 037 millions d'euros au 31 décembre 2020) : ces montants traduisent en fait un risque négligeable en matière de crédit au vue de la qualité des contreparties du groupe et des conditions d'encaissement des créances clients majoritairement en vigueur dans le groupe (règlement au comptant ou à très court terme).

Les placements financiers des liquidités excédentaires sont effectués auprès d'établissements financiers de premier plan.

### 4.23.3. Risques de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme celui lié aux difficultés susceptibles d'être encourues pour faire face aux échéances de paiement d'emprunts ou d'autres engagements.

Les besoins de financement, hors investissements de développement, ne sont pas suffisamment significatifs pour laisser entrevoir des difficultés à emprunter.

La dette financière principale de HIT (BNP/Dexia) est soumise à deux covenants :
- le ratio dette nette/EBITDA.

- le ratio EBITDA/charges financières nettes.

Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, le groupe HIT respecte ces covenants.

La répartition des emprunts par échéance est la suivante :

| Année | Moins d'1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | plus de 5 ans | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 264 500 | | | | | | **264 500** |
| 2023 | | 860 339 | | | | | **860 339** |
| 2024 | | | 453 724 | | | | **453 724** |
| 2025 | | | | 604 909 | | | **604 909** |
| 2026 | | | | | 595 356 | | **595 356** |
| 2027 | | | | | | 1 087 906 | **1 087 906** |
| 2028 | | | | | | 886 058 | **886 058** |
| 2029 | | | | | | 590 828 | **590 828** |
| **31 décembre 2021** | 264 500 | 860 339 | 453 724 | 604 909 | 595 356 | 2 564 792 | **5 343 620** |
| **31 décembre 2020** | 1 579 829 | 263 516 | 858 979 | 453 213 | 593 349 | 2 567 332 | **6 316 219** |

L'endettement du groupe HIT ayant une durée plus courte que le contrat de concession, le groupe devra se refinancer selon un calendrier que le groupe maîtrise grâce à la prévisibilité des flux de trésorerie d'exploitation et d'investissement. Le groupe n'anticipe à ce jour aucune difficulté de refinancement.

| *(en millions d'euros)* | Note | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | 6 mois ou moins | 6 à 12 mois | 1-2 ans | 2 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Passifs financiers non dérivés** | | | | | | | | |
| Emprunts financiers | **4.20** | 5 344 | 5 945 | 86 | 305 | 976 | 1 912 | 2 666 |
| Avances de l'Etat et collectivités | **4.20** | 17 | 17 | 17 | | | | |
| Dépôts, cautionnements et autres dettes financières | **4.20** | 22 | 22 | 22 | | | | |
| Dettes fournisseurs | **4.21** | 126 | 126 | 126 | | | | |
| Autres dettes courantes | **4.21** | 0 | 0 | 0 | | | | |
| **Passifs financiers dérivés** | | | | | | | | |
| Instruments dérivés de taux d'intérêts | **4.20** | 0,0 | 0,0 | | | | | |
| | | **Total des flux** | **6 110** | **251** | **305** | **976** | **1 912** | **2 666** |
| | | Flux des dérivés de taux actifs | | | | | | |
| | | **Total des flux après prise en compte des couvertures** | **6 110** | **251** | **305** | **976** | **1 912** | **2 666** |

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de la continuité d'exploitation.

### *4.24. Transactions avec les parties liées*

Le groupe HIT n'est pas prêteur à sa société mère Abertis au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020. Aucune autre information n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où ces transactions ont été jugées non significatives au regard de la norme IAS24.

Un contrat d'accord industriel « industrial agreement » a été conclu entre Sanef SA et Abertis infraestructuras SA le 12 juin 2017. Ce contrat prévoit le transfert du savoir-faire et de l'expertise Abertis dans le domaine autoroutier ainsi que l'assistance technique nécessaire à ce transfert. Il prévoit également la possibilité pour Sanef de décliner cet accord au sein de ses filiales. En contrepartie Sanef s'engage à s'acquitter d'une redevance annuelle. Ce contrat est en vigueur depuis le 1 juillet 2017.

Les sociétés mises en équivalences sont présentées dans la note 4.1.

Le tableau ci-dessous présente pour l'année les montants comptabilisés en charge des rémunérations et avantages assimilés accordés par HIT et les sociétés qu'elle contrôle aux personnes qui ont été au cours de l'année 2021 ou qui sont à la clôture membre du Comité de Direction ou du conseil d'administration du groupe.

| *(en millions d'euros)* | 31-déc.-2021 |
|---|---|
| Rémunérations | 2,6 |
| Charges sociales patronales | 1,4 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | |
| Autres avantages à long terme | |
| Indemnités de fin de contrat de travail | |
| Paiements en actions | |

Le total de ces charges de personnel s'élève à 4 millions d'euros en 2021.

Au cours de l'exercice 2021 un montant de 300 milliers d'euros a été alloué au titre des jetons de présence.

### *4.25. Information sectorielle*

Les secteurs opérationnels, tels que les suit le management opérationnel du groupe, sont les concessions autoroutières et l'activité Holding de la société HIT SAS.

Les autres activités opérationnelles sont constituées des filiales hors concessions (SE BPNL, Sanef 107.7) du groupe et des sociétés intégrées par équivalence (Routalis et Leonord).

Les principaux produits et services des autres activités concernent l'exploitation du Boulevard Périphérique Nord de Lyon.

Le secteur Holding porte le financement du rachat du sous-groupe Sanef par HIT SAS ainsi que les impacts de l'affectation de la survaleur engendrée lors de ce rachat.

Le management effectue un suivi des secteurs selon leur contribution aux résultats consolidés.

Les principaux indicateurs par activité en 2021 sont les suivants :

| *2021, en millions d'euros* | Concessions autoroutières | Holding | Autres | **Total groupe HIT** |
|---|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires** | **1 857,0** | | **11,5** | **1 868,5** |
| *dont chiffre d'affaires construction* | *183,4* | | | *183,4* |
| **EBITDA** | **1 231,1** | **(,5)** | **1,6** | **1 232,2** |
| Amortissements d'actifs corporels | (47,7) | | (0,2) | (47,9) |
| Amortissements d'actifs incorporels | (285,1) | (80,8) | (,0) | (365,9) |
| Dotations nettes aux provisions | (36,9) | | | (36,9) |
| **Bénéfice opérationnel** | **861,4** | **(81,3)** | **1,4** | **781,5** |
| Produits d'intérêts | 181,2 | 0,1 | 0,0 | 181,3 |
| Charges d'intérêts | (103,9) | (151,0) | (0,0) | (254,9) |
| **Bénéfice avant impôts** | **938,7** | **(232,2)** | **1,4** | **707,9** |
| Quote-part du secteur dans les résultats des sociétés mises en équivalences | | | (22,7) | (22,7) |
| Charge d'impôt sur le résultat | (200,7) | 43,0 | (0,4) | (158,1) |
| **Résultat net** | **738,0** | **(189,2)** | **(21,6)** | **527,1** |
| Acquisitions d'actifs corporels et incorporels | 220,6 | | 8,8 | 229,4 |
| **Total des Actifs** | **3 349,7** | **4 515,7** | **10,1** | **7 875,4** |

L'EBITDA correspond au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements et provisions.

### *4.26. Honoraires des commissaires aux comptes*

Les cabinets KPMG et PHM-Audit Expertise et Conseil, ainsi que les membres de leurs réseaux agissent en tant que commissaires aux comptes du groupe HIT au 31 décembre 2021.

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des services autres que la certification des comptes (« SACC »), pour les entités du périmètre de consolidation du groupe HIT, se montent au total à 301 milliers d'euros en 2021, dont 89 milliers d'euros au titre des « SACC » qui correspondent pour l'essentiel à l'émission de lettres de confort, l'établissement du rapport de l'OTI sur les informations RSE, …

### *4.27. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice*

En janvier 2022, HIT a réalisé une émission obligataire de 1 000 millions d'euros, avec une maturité en janvier 2031 et un coupon de 1,475%. Cette émission obligataire a été réalisée avec un taux de sursouscription de 3,6x. Les fonds provenant de cette émission seront utilisés pour refinancer les prochaines échéances de la dette bancaire de Sanef et SAPN, permettant ainsi la réduction du coût moyen de la dette du Groupe HIT et l'allongement de sa maturité.

hit holding d'infrastructures de transport S.A.S.

**HOLDING D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**
Société par actions simplifiée au capital de 1.040.267.743 €
Siège social : 30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux
484 918 123 RCS Nanterre
(« **HIT** »)

# RAPPORT DE GESTION DU PRÉSIDENT

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021


**I – SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE ..... 2**
I.1 – Activité de la société et du groupe au cours de l'exercice écoulé ..... 2
I.2 – Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice ..... 2
I.3 – Activités en matière de recherche et développement ..... 3
I.4 – Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir ..... 3
**II – FILIALES ET PARTICIPATIONS – RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ..... 3**
II.1 – Filiales et participations ..... 3
II.2 – Information sur l'actionnariat ..... 5
**III – PRÉSENTATION DES COMPTES ET DU RÉSULTAT ET AFFECTATION DU RÉSULTAT 5**
III.1 – Présentation des comptes et du résultat ..... 5
III.2 – Proposition d'affectation du résultat ..... 6
III.3 – Rappel des dividendes versés au titre des trois précédents exercices ..... 6
III.4 – Dépenses non déductibles fiscalement ..... 6
III.5 – Information sur les délais de paiements ..... 7
**IV – CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ..... 7**
**V – PRÉSIDENT ..... 7**
**VI – COMMISSARIAT AUX COMPTES ..... 7**

Monsieur Francisco José Aljaro Navarro, Président d'HIT a, conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, aux fins de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 par Abertis Infraestructuras S.A., société anonyme de droit espagnol, dont le siège social est situé 39, paseo de la Castellana à Madrid (28046) (Espagne), immatriculée au Registro Mercantil de Barcelone sous le numéro M-660899 (« **Abertis** »), associé unique d'HIT, établi le présent rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé.

# I – SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

## I.1 – ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

HIT a une activité de société holding dont l'objet social est la souscription, l'acquisition, la détention, la gestion, l'administration et la cession de l'intégralité des actions émises par Sanef, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 30, boulevard Gallieni à Issy-les-Moulineaux (92130), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 632 050 019 (« **Sanef** »).

La principale filiale détenue à 99,97% par Sanef est la Société des Autoroutes Paris Normandie (S.A.P.N.), société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 30, boulevard Gallieni à Issy-les-Moulineaux (92130), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 632 054 029 (« **SAPN** »).

Les activités opérationnelles de Sanef et des sociétés contrôlées par Sanef, dont SAPN, sont détaillées dans le rapport de gestion de Sanef.

En ce qui concerne les participations indirectement détenues par HIT, le 23 décembre 2021, Sanef a cédé l'intégralité du capital de Sanef Aquitaine ainsi que l'intégralité de sa participation dans A'liénor soit 35% du capital d'A'liénor à Eiffage.

En outre, concernant le capital d'HIT, le 15 novembre 2021, Abertis a décidé de réduire le capital social d'HIT de 22.000.000 euros pour le ramener de 1.062.267.743 euros à 1.040.267.743 euros par diminution du nombre d'actions existantes. En conséquence, Abertis a décidé de réduire la réserve légale de 35.486.772,64 euros, pour le ramener de 139.513.546,94 euros à 104.026.774,30 euros, par voie de remboursement d'une somme de 35.486.772,64 euros à l'associé unique.

## I.2 – ÉVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

En janvier 2022, HIT a réalisé une émission obligataire d'un milliard d'euros, avec une maturité au 18 janvier 2031 et taux d'intérêt fixe de 1,475 %. Les fonds provenant de cette émission seront utilisés pour refinancer les prochaines échéances de la dette bancaire de Sanef et SAPN, permettant ainsi la réduction du coût moyen de la dette du Groupe HIT et l'allongement de sa maturité.

Au niveau du Groupe HIT, il convient de noter l'augmentation des tarifs au 1er février 2022, conformément au 13ème avenant (pour Sanef) et au 12ème avenant (pour SAPN) aux conventions de concession, approuvés respectivement par décret du 28 août 2018 et du 21 décembre 2021 et publiés au journal officiel du 30 août 2018 et du 22 décembre 2021.

La révision tarifaire tient compte de trois paramètres :

- l'évolution de l'indice des prix à la consommation ;
- la compensation partielle de l'absence de hausse tarifaire au 1er février 2015 ;
- la compensation partielle de la réalisation du flux libre.

La hausse tarifaire est de 1,9114% pour le réseau Sanef et de 2,1214%pour le réseau SAPN (hors A14). Sur A14, qui fait l'objet d'une tarification spécifique, le tarif de base et le tarif réduit sont respectivement, pour la classe 1, de 9,10 euros TTC et de 6,40 euros TTC.

### I.3 – ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Il est précisé, en application de l'article L. 232-1 du Code de commerce, qu'HIT n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

La seule société au sein du Groupe HIT ayant une activité de recherche et développement est Sanef. Les activités de Sanef en matière de recherche et développement sont détaillées dans son rapport de gestion.

### I.4 – ÉVOLUTIONS PREVISIBLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

HIT continuera de poursuivre sa vision stratégique de valorisation des actifs du groupe Sanef.

Le groupe Sanef a précisé ses orientations stratégiques au cours de l'année 2018 lorsque la Direction générale a formulé quatre vœux visant à donner un objectif concret à la transformation de l'entreprise :

1. faire vivre à nos clients une expérience incomparable ;
2. demeurer un partenaire de choix pour l'État et précurseur de la mobilité durable ;
3. être l'employeur de référence au sein du secteur autoroutier ;
4. être la société d'autoroute la plus moderne et la plus digitale.

Dans la continuité de ces quatre vœux, la transformation du groupe Sanef se poursuit autour de trois enjeux couvrant la période 2022-2025 :

1. optimiser l'accueil client : l'accueil client doit être irréprochable alors que la relation client est à repenser dans le cadre du projet flux libre ;
2. développer les contrats de concession : l'échéance de la fin des contrats de concession de Sanef et SAPN se situe dans un horizon de dix ans, ce qui implique de préparer la restitution des actifs concédés à l'État et rend encore opportun un allongement de la durée des concessions concernées ;
3. déployer une stratégie RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) : cette stratégie s'appuiera sur des projets concrets et impactants.

## II – FILIALES ET PARTICIPATIONS – RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

### II.1 – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2021, HIT détient les filiales et les participations suivantes :

| Liste des filiales et participations | Capital | Quote part capital |
|---|---|---|
| **Filiales** | | |
| **Sanef**<br>Société anonyme<br>632 050 019 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 53.090.460,28 €<br>76.615.130 actions | 100 % |

| | | |
|---|---|---|
| **SAPN**<br>Société des Autoroutes Paris Normandie<br>Société anonyme<br>632 054 029 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 14.000.000 €<br>101.167.995 actions | 99,97 %<br>101.138.430 actions |
| **Sanef 107.7**<br>Société par actions simplifiée<br>393 688 056 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 15.245 €<br>1.000 actions | 100 % |
| **Bip&Go**<br>Société par actions simplifiée<br>750 353 288 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 1.000 €<br>100 actions | 100 % |
| **SE BPNL**<br>Société d'Exploitation du Boulevard Périphérique de Lyon<br>Société par actions simplifiée<br>517 989 554 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 40.000 €<br>525 actions | 100 % |
| **Leonord Exploitation**<br>Société par actions simplifiée<br>807 856 117 RCS Nanterre<br>30, boulevard Gallieni – 92130 Issy-les-Moulineaux | 40.000 €<br>40.000 actions | 85 %<br>34.000 actions |
| **Participations** | | |
| **Leonord**<br>Société par actions simplifiée<br>807 763 792 RCS Lyon<br>Chemin de la Belle Cordière – 69300 Caluire-et-Cuire | 697.377 euros<br>697.377 actions | 35 %<br>244.082 actions |
| **Centaure Nord-Est**<br>Société par actions simplifiée<br>392 300 349 RCS Arras<br>1, rue Albert Carré – 62110 Henin Beaumont | 320.000 euros<br>80.000 actions | 34 %<br>27.200 actions |
| **Centaure Paris-Normandie**<br>Société anonyme<br>379 207 640 RCS Bernay<br>Aire de Bosgouet – 27310 Bosgouet | 700.000 euros<br>45.000 actions | 50 %<br>22.500 actions |
| **Centaure Grand Est**<br>Société par actions simplifiée<br>383 328 358 RCS Dijon<br>Route de Saint-Philibert – 21220 Gevrey Chambertin | 450.000 euros<br>45.000 actions | 14,44 %<br>6.500 actions |
| **Autoroutes Trafic**<br>Société par actions simplifiée<br>445 091 754 RCS Paris<br>59, boulevard Exelmans – 75016 Paris | 349.000 euros<br>3.490 actions | 20,63 %<br>720 actions |

| | | |
|---|---|---|
| **Routalis**<br>Société par actions simplifiée<br>442 416 418 R.C.S. Versailles<br>15, avenue du Centre – 78280 Guyancourt | 40.000 euros<br>400 actions | 30 %<br>120 actions |

HIT n'a pris aucune participation, ni aucun contrôle dans une autre société ayant son siège social en France au cours de l'exercice écoulé.

Aucune participation réciproque n'existe au sein des sociétés du Groupe HIT.

### II.2 – INFORMATION SUR L'ACTIONNARIAT

Le capital social d'HIT s'élève à 1.040.267.743 euros et se compose de 1.040.267.743 actions d'une valeur nominale d'un euro. Il est intégralement détenu par Abertis.

## III – PRÉSENTATION DES COMPTES ET DU RÉSULTAT ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

### III.1 – PRESENTATION DES COMPTES ET DU RESULTAT

Les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Ils sont présentés en détail dans un document joint.

- **Analyse des comptes consolidés**

Le chiffre d'affaires du Groupe HIT se situe à 1.685,1 millions d'euros (hors revenus de construction), en hausse de 16,3 % par rapport à 2020. La hausse provient essentiellement de celle du chiffre d'affaires péages. En effet, le trafic a bénéficié de mesures de confinement moins strictes en 2021 qu'en 2020. Le trafic 2021 est en hausse de 19,1 % en comparaison du trafic de 2020. Le trafic de 2021 n'a toutefois pas rattrapé son niveau de 2019 et reste inférieur de 10,2 % par rapport à 2019. Au 31 décembre 2021, le chiffre d'affaires péage est en hausse de 229 millions d'euros, soit une augmentation de 16,9 % par rapport à 2020. Cette variation se décompose comme suit :

- une augmentation de 19,1 % due à la hausse de trafic ;
- une augmentation de 0,4 % due à la hausse de tarif ;
- une diminution de 2,6 % due aux effets du mix véhicules légers/poids lourds et à l'impact de l'année bissextile en 2020.

Les comptes consolidés, qui vous sont présentés, sont relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 et sont comparés à ceux de l'exercice antérieur. Le bilan du Groupe HIT est principalement composé d'immobilisations incorporelles pour 4.116,4 millions d'euros, d'écarts d'acquisition pour 2.820,2 millions d'euros et, au passif, du financement nécessaire à ces investissements.

Le résultat opérationnel du Groupe HIT reflète principalement l'activité de Sanef et de ses filiales. Le résultat net du Groupe HIT est positif pour un montant de 527,1 millions d'euros, en hausse de 45,1 % par rapport au résultat de l'exercice 2020.

Le financement externe du Groupe HIT est libellé quasi-exclusivement en euros et principalement à taux fixe. Il n'encoure aucun risque significatif de hausse des taux d'intérêt.

➢ **Analyse des comptes sociaux**

Les comptes sociaux d'HIT qui vous sont présentés sont relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 et sont comparés à ceux de l'exercice antérieur. Le bilan d'HIT est principalement composé, à l'actif, des titres de participation de Sanef pour un montant total de 4.443,7 millions d'euros et, au passif, du financement nécessaire à ces acquisitions grâce aux capitaux propres et à l'endettement bancaire.

Le compte de résultat d'HIT reflète principalement des charges financières correspondant à la dette liée à l'acquisition de Sanef, des produits financiers comprenant les dividendes versés par Sanef pour 550 millions d'euros et un produit d'impôt de 35,1 millions d'euros liée à l'intégration fiscale. Le résultat net d'HIT est positif pour un montant de 453 millions d'euros, en hausse de 171.7 % par rapport au résultat de l'exercice 2020.

### III.2 – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 est un bénéfice de 452.969.829,49 euros. La réserve légale est complétement dotée. Le montant du bénéfice distribuable est donc de 452.969.829,49 euros.

Il est proposé d'affecter le résultat bénéficiaire de 452.969.829,49 comme suit :

- à hauteur de de 442.513.227,36 euros en dividende en numéraire à Abertis, soit environ 0,425 euros pour chacune des 1.040.267.743 actions composant le capital d'HIT ;
- à hauteur du solde du bénéfice distribuable, soit 10.456.602,13 euros, au compte « report à nouveau ».

Il est rappelé que ce dividende de 442.513.227,36 euros a été intégralement versé par acompte à la suite de la décision du Président du 21 décembre 2021.

### III.3 – RAPPEL DES DIVIDENDES VERSES AU TITRE DES TROIS PRECEDENTS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'HIT a procédé au cours des trois (3) derniers exercices à la distribution de dividende suivant :

| Exercice social clos le | Nombre d'actions | Distribution aux associés (en euros) | | | Distribution nette par action (montant arrondi en euros) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant total | Montant éligible à l'abattement de 40 % | Montant non éligible à l'abattement de 40 % | |
| 31/12/2018 | 1.512.267.743 | 446.000.000 | Néant | 446.000.000 | 0,2949 |
| 31/12/2019 | 1.402.267.743 | 465.000.000 | Néant | 465.000.000 | 0,3316 |
| 31/12/2020 | 1.062.267.743 | 160.000.000 | Néant | 160.000.000 | 0,1506 |

### III.4 – DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code général des impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées au 5 de l'article 39 du Code général des impôts.

### III.5 – INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENTS

En application des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, il est indiqué qu'à la clôture de l'exercice 2021, il n'existe pas de dettes à l'égard des fournisseurs ou des clients.

## IV – CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Au cours l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucune convention visée par l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue par HIT.

## V – PRÉSIDENT

Par une décision de l'associé unique du 18 décembre 2018, Monsieur Francisco José Aljaro Navarro a été nommé Président d'HIT à compter du 1er décembre 2018 pour une durée de six ans, soit jusqu'à la décision de l'associé unique qui se tiendra en 2024 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Il n'y a donc pas lieu de statuer sur le renouvellement de son mandat.

## VI – COMMISSARIAT AUX COMPTES

Par décision de l'associé unique du 13 avril 2021, KPMG S.A. a été nommé en remplacement de Deloitte & Associés, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour une durée égale à celle de son prédécesseur, soit jusqu'à la décision de l'associé unique qui se tiendra en 2024 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Par décision de l'associé unique du 7 février 2020, le mandat de la société Philippe Mouraret Audit, Expertise et Conseil (PHM-AEC) en tant que co-commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé pour une période de six exercices, soit jusqu'à la décision de l'associé unique qui se tiendra en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il n'y a donc pas lieu de statuer sur le renouvellement de leur mandat.

Le 25 février 2022,

**Francisco José Aljaro Navarro**
**Président**

**KPMG Audit**
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

*PHM-AEC*

64, boulevard de Reuilly - 75012 Paris
France

# Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)

## *Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés*

Exercice clos le 31 décembre 2021
Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)
30, boulevard Gallieni - 92130 Issy-les-Moulineaux

**KPMG Audit**
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

*PHM-AEC*

64, boulevard de Reuilly - 75012 Paris
France

## Holding d'Infrastructures de Transport (HIT)

Siège social : 30, boulevard Gallieni - 92130 Issy-les-Moulineaux

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les décisions de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Holding d'Infrastructures de Transport (HIT) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comptabilisation du chiffre d'affaires lié aux recettes de « Péages »

*(Notes 3.18 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » et 4.2. « Chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Risque identifié*

Le chiffre d'affaires généré par l'exploitation de l'infrastructure constituée des réseaux autoroutiers français, en exécution des deux contrats de concession venant à échéance respectivement au 31 décembre 2031 et au 31 août 2033, est constitué à hauteur de 1 595 millions d'euros par l'activité « Péages » au 31 décembre 2021, soit 85% du chiffre d'affaires total.

Les recettes de l'activité « Péages » sont composées d'un grand nombre de transactions de faible montant auxquelles est appliquée une loi tarifaire régie par les contrats des concessions exploitées. Leur processus de gestion et de comptabilisation dépend d'un système d'information présentant un degré important d'automatisation ainsi que de procédures de contrôle interne manuelles ou automatiques.

Ce poste des états financiers nécessite la mise en œuvre d'une démarche d'audit particulière impliquant des travaux étendus sur le système d'information et le recours à des compétences spécifiques. Ces éléments nous ont conduits à considérer la comptabilisation des recettes de « Péages » comme un point clé de l'audit.

*Notre réponse au risque*

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place pour couvrir le risque identifié. Avec l'aide de nos propres experts en système d'information, nous avons réalisé les procédures suivantes :

- Examen des contrôles généraux informatiques relatifs à l'accès aux données et à la gestion des applications ;
- Tests d'application et d'efficacité d'un échantillon de contrôles automatiques, semi-automatiques et manuels tels que le paramétrage des tarifs annuels et la correcte intégration des données issues des installations techniques de péage en comptabilité.

Nos travaux ont également consisté à :

- Réaliser des tests de comptabilisation du revenu pour un échantillon de transactions physiques réalisées à différentes périodes de l'exercice et sur différentes sections des réseaux exploités ;
- Corroborer l'évolution du chiffre d'affaires comptabilisé avec les évolutions tarifaires et de trafic ;
- Réconcilier le chiffre d'affaires comptabilisé avec les données issues du système d'information ;
- Vérifier la réconciliation des recettes de péage comptabilisées avec les encaissements.

Evaluation des provisions sur domaine autoroutier concédé

*(Note 3.16 « Provisions courantes et non courantes », 4.7 « Dotations aux amortissements et provisions » et 4.17 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Risque identifié*

Afin de faire face à l'obligation contractuelle de maintien en état d'usage des infrastructures concédées, le groupe constitue des provisions dans ses comptes consolidés en application d'IFRIC 12. Le montant s'élève à 386,7 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Ces provisions sont constituées pour couvrir les dépenses de renouvellement des chaussées et le maintien en l'état des ouvrages d'art. Elles sont déterminées sur la base d'un programme pluriannuel de dépenses révisé chaque année, et réévaluées sur la base d'indices sectoriels appropriés (principalement l'indice TP01 et TP09).

Ces provisions sont comptabilisées pour leurs montants actualisés à chaque clôture.

Nous avons considéré que l'évaluation des provisions pour maintien en état des infrastructures constitue un point clé de l'audit, dans la mesure où elle repose sur le jugement de la direction pour estimer les dépenses prévisionnelles.

*Notre réponse au risque*

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation de ces provisions, et examiné la pertinence de la méthodologie retenue et sa permanence par rapport aux exercices précédents.

Nos travaux ont également consisté à :

- Corroborer les données utilisées pour les calculs des provisions avec celles issues du budget des dépenses prévisionnelles sur 10 ans ;
- Apprécier la cohérence du budget de dépenses prévisionnelles par confrontation avec les réalisations observées sur les années précédentes ;
- Examiner le bien-fondé des hypothèses utilisées pour l'indexation des dépenses et le taux d'actualisation.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Holding d'Infrastructures de Transport (HIT) par l'Assemblée générale du 16 décembre 2013 pour le cabinet PHM-AEC et par décision de l'Associé unique du 13 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2021, le cabinet PHM-AEC était dans la 8ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 1ère année de sa mission.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 7 mars 2022
KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Xavier Fournet
*Associé*

Paris, le 7 mars 2022
PHM-AEC

Vincent Molinié
*Associé*

# Groupe HIT

# COMPTES CONSOLIDÉS
# AU 31 DECEMBRE 2021

# SOMMAIRE

**ETATS DE SYNTHESE** ..... **4**

**1. ETAT DU RESULTAT NET** ..... **4**

**2. BILAN CONSOLIDE** ..... **6**

**3. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES** ..... **7**

**4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE** ..... **8**

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS** ..... **9**

**1. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE** ..... **9**

1.1 INFORMATION SUR LA SOCIETE MERE HIT ..... 9
1.2 INFORMATION SUR LE SOUS-GROUPE SANEF ..... 9

**2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX** ..... **12**

**3. METHODES COMPTABLES** ..... **13**

3.1. REFERENTIEL COMPTABLE ..... 13
3.2. ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES ..... 13
3.3. METHODE DE CONSOLIDATION ..... 14
3.4. INFORMATION SECTORIELLE ..... 14
3.5. GOODWILL ..... 14
3.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 15
*3.6.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé* ..... *15*
*3.6.2. Autres immobilisations incorporelles* ..... *15*
3.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 15
3.8. INSTRUMENTS FINANCIERS ..... 16
*3.8.1. Actifs financiers non dérivés* ..... *16*
*3.8.2. Passifs financiers non dérivés* ..... *17*
*3.8.3. Instruments financiers dérivés* ..... *17*
3.9. STOCKS ..... 17
3.10. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS ..... 17
3.11. COMPTABILISATION DES IMPOTS SUR LES BENEFICES ..... 18
3.12. CAPITAUX PROPRES ..... 18
3.13. CHARGES D'INTERETS ..... 18
3.14. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES ..... 18
3.15. ENGAGEMENTS SOCIAUX A PRESTATIONS DEFINIES ..... 18
3.16. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ..... 19
3.17. ELEMENTS FINANCIERS EN PRODUITS ET EN CHARGES ..... 20
3.18. DETERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ..... 20
3.19. NORMES ET INTERPRETATIONS NON ENCORE EN VIGUEUR ..... 20

**4. EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE** ..... **22**

4.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION ..... 22
*4.1.1. Participations dans les sociétés mises en équivalence* ..... *22*
4.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ..... 23
4.3. ACHATS ET CHARGES EXTERNES ..... 24
4.4. CHARGES DE PERSONNEL ..... 24
4.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES ..... 24
4.6. IMPOTS ET TAXES ..... 25
4.7. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS ..... 25
4.8. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS ..... 26
4.9. IMPOTS SUR LES BENEFICES ..... 26
4.10. RESULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES ..... 27
4.11. GOODWILL ..... 27
4.12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 28
4.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 29
4.14. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS ..... 30

*4.14.1. Valeur comptable des actifs financiers par catégories comptables ..... 30*
*4.14.2. Instruments dérivés ..... 32*
*4.14.3. Informations sur les prêts et créances en actifs financiers non courants ..... 32*
4.15. CLIENTS ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION ..... 33
4.16. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ..... 33
4.17. CAPITAL ET PRIMES D'EMISSION ..... 34
4.18. PROVISIONS ..... 34
4.19. ENGAGEMENTS SOCIAUX DIFFERES ..... 35
*4.19.1. Régimes post-emploi à prestations définies ..... 36*
*4.19.2. Autres avantages long-terme ..... 37*
4.20. PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIES COMPTABLES ..... 38
4.21. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES ..... 39
4.22. PASSIFS EVENTUELS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN ..... 39
4.23. GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ..... 40
*4.23.1. Risques de marché ..... 40*
*4.23.2. Risques de crédit ..... 41*
*4.23.3. Risques de liquidité ..... 41*
4.24. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES ..... 42
4.25. INFORMATION SECTORIELLE ..... 43
4.26. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ..... 44
4.27. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE ..... 44

# ETATS DE SYNTHESE

## 1. *ETAT DU RESULTAT NET*

Compte de résultat

| (en milliers d'euros) | Notes | 31-déc.-21 | 31-déc.-20 |
|---|---|---|---|
| **Produits opérationnels** | | **1 890 890** | **1 610 440** |
| Chiffre d'affaires | 4.2 | 1 868 485 | 1 585 388 |
| *dont chiffre d'affaires hors construction* | | *1 685 084* | 1 448 932 |
| *dont chiffre d'affaires construction* | 3.18 | *183 401* | 136 456 |
| Autres produits | 4.5 | 22 406 | 25 052 |
| **Charges opérationnelles** | | **(1 109 437)** | **(1 038 978)** |
| Achats et charges externes | 4.3 | (283 002) | (225 976) |
| *dont charges de construction* | 3.18 | (183 401) | (136 456) |
| Charges de personnel | 4.4 | (169 870) | (164 154) |
| Autres charges | 4.5 | (4 724) | (2 267) |
| Impôts et taxes | 4.6 | (201 116) | (199 936) |
| Dotations aux amortissements et provisions | 4.7 | (450 724) | (446 645) |
| **Bénéfice opérationnel** | | **781 453** | **571 462** |
| Charges d'intérêts | 4.8 | (232 138) | (241 950) |
| Autres charges financières | 4.8 | (22 770) | (5 743) |
| Produits financiers | 4.8 | 181 347 | 153 523 |
| **Bénéfice avant impôt** | | **707 892** | **477 292** |
| Impôt sur les résultats | 4.9 | (158 085) | (114 083) |
| Quote-part du résultat net des mises en équivalence | 4.1 | (22 661) | 124 |
| **Bénéfice de l'exercice** | | **527 147** | **363 333** |
| Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle | | 30 | 45 |
| **Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère** | | **527 118** | **363 287** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Résultat par action *(en euros)* | 4.10 | 0,51 | 0,34 |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 1 040 267 743 | 1 062 267 743 |
| Résultat dilué par action *(en euros)* | | 0,51 | 0,34 |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 1 040 267 743 | 1 062 267 743 |

# Etat du résultat global :

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Bénéfice de l'exercice** | **527 147** | **363 333** |
| Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies | 2 276 | (312) |
| Effet impôts | (1 500) | (18) |
| ***Sous-total des éléments ne pouvant pas être ultérieurement reclassés en résultat*** | ***776*** | ***(330)*** |
| Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie | | (833) |
| Recyclage par résultat de la soulte payée suite résiliation des swaps de couverture mis en place lors de l'acquisition du groupe Sanef par HIT | 16 752 | |
| Recyclage par résultat de la soulte suite résiliation swaps de couverture mis en place lors de l'opération de refinancement (liability management) en 2014, amorti à partir de 2018 | 1 157 | 1 157 |
| Effet impôts | (5 088) | 104 |
| Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie des sociétés mises en équivalence - nette d'impôts | | (14 226) |
| ***Sous-total des éléments pouvant être ultérieurement reclassés en résultat*** | ***12 821*** | ***(13 596)*** |
| **Total des autres éléments du résultat global** | **13 597** | **(13 926)** |
| **Résultat global de l'exercice** | **540 744** | **349 406** |
| Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère | 540 715 | 349 361 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 30 | 45 |

# 2. *BILAN CONSOLIDE*

| **ACTIF (en milliers d'euros)** | **Notes** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|
| Goodwill | 4.11 | 2 820 166 | 2 820 166 |
| Immobilisations incorporelles | 4.12 | 4 116 396 | 4 320 831 |
| Immobilisations corporelles | 4.13 | 183 108 | 174 053 |
| Titres des sociétés mises en équivalence | 4.1 | 1 132 | 27 522 |
| Actifs financiers non courants | 4.14 | 3 330 | 3 558 |
| **Total actifs non courants** | | **7 124 133** | **7 346 130** |
| Stocks | | 4 927 | 5 060 |
| Clients et autres débiteurs | 4.15 | 211 323 | 239 256 |
| Actifs financiers courants | 4.14 | -28 | 442 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4.16 | 396 174 | 1 036 709 |
| **Total actifs courants** | | **612 396** | **1 281 467** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | | **7 736 529** | **8 627 597** |

| **PASSIF (en milliers d'euros)** | **Notes** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|
| Capital | 4.17 | 1 040 268 | 1 062 268 |
| Réserves consolidées et résultat | | 355 658 | 254 955 |
| **Capitaux propres part du groupe** | | **1 395 925** | **1 317 223** |
| **Participations ne donnant pas le contrôle** | | **266** | **276** |
| **Total capitaux propres** | | **1 396 191** | **1 317 499** |
| Provisions non courantes | 4.18 | 386 730 | 384 859 |
| Engagements sociaux différés | 4.19 | 58 755 | 62 061 |
| Dettes financières non courantes | 4.20 | 5 086 500 | 4 744 957 |
| Provision pour impôts différés | | 133 145 | 155 776 |
| **Total dettes non courantes** | | **5 665 130** | **5 347 653** |
| Provisions courantes | 4.18 | 42 631 | 37 824 |
| Dettes financières courantes | 4.20 | 349 443 | 1 676 615 |
| Fournisseurs et autres créditeurs | 4.21 | 279 967 | 248 005 |
| Dette d'impôt exigible | | 3 167 | |
| **Total dettes courantes** | | **675 208** | **1 962 444** |
| **TOTAL DU PASSIF** | | **7 736 529** | **8 627 597** |

# 3. *ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES*

| *(en milliers d'euros)* | **Capital** | **Réserves consolidées et résultat** | **Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère** | **Participations ne donnant pas le contrôle** | **Total capitaux propres** |
|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2021** | **1 062 268** | **254 955** | **1 317 223** | **276** | **1 317 499** |
| Résultat net de la période | | 527 118 | 527 118 | 30 | 527 147 |
| Gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global | | 13 597 | 13 597 | | 13 597 |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global** | | **540 715** | **540 715** | **30** | **540 744** |
| Mouvement de périmètre (*) | | 37 942 | 37 942 | | 37 942 |
| Distribution de dividendes | (22 000) | (477 954) | (499 954) | (40) | (499 994) |
| **31 décembre 2021** | **1 040 268** | **355 658** | **1 395 925** | **265** | **1 396 191** |

| *(en milliers d'euros)* | **Capital** | **Réserves consolidées et résultat** | **Part attribuable aux propriétaires de la maison-mère** | **Participations ne donnant pas le contrôle** | **Total capitaux propres** |
|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2020** | **1 402 268** | **65 591** | **1 467 859** | **268** | **1 468 127** |
| Résultat net de la période | | 363 290 | 363 290 | 45 | 363 336 |
| Gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global | | (13 926) | (13 926) | | (13 926) |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global** | | **349 364** | **349 364** | **45** | **349 409** |
| Distribution de dividendes | (340 000) | (160 000) | (500 000) | (38) | (500 038) |
| **31 décembre 2020** | **1 062 268** | **254 955** | **1 317 223** | **276** | **1 317 499** |

(*) Correspond à la sortie du périmètre d'Aliénor et Sanef Aquitaine

# 4. *TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE*

| | Notes | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|
| **ACTIVITES OPERATIONELLES** | | | |
| **Bénéfice opérationnel** | | **781 453** | **571 462** |
| Dotations aux amortissements et provisions | 4.7 | 471 034 | 462 465 |
| Reprises des amortissements et provisions | 4.7 | (18 633) | (16 363) |
| Plus et moins values de cession | | (552) | (395) |
| Variation des stocks | | 133 | 332 |
| Variation des clients et autres créances | | 32 447 | 31 026 |
| Variation des fournisseurs et autres dettes | | 17 137 | (7 893) |
| Impôt payé | | (155 773) | (162 380) |
| | | **1 127 246** | **878 254** |
| **ACTIVITES D'INVESTISSEMENT** | | | |
| Paiement d'immobilisations corporelles | 4.13 | (37 302) | (32 707) |
| Paiement d'immobilisations incorporelles | 4.12 | (187 423) | (122 934) |
| Dépenses liées à la provision IFRIC12 | | (28 096) | (39 220) |
| Produits de cession immobilisations corporelles et incorporelles | | 1 063 | 1 060 |
| Encaissement lié à la vente de participation | 4.1 | 223 403 | 151 879 |
| Variation des immobilisations financières | | 19 | 176 |
| Intérêts perçus | | 771 | 502 |
| Dividendes reçus | | 291 | 418 |
| | | **(27 274)** | **(40 827)** |
| **ACTIVITES DE FINANCEMENT** | | | |
| Dividendes versés à l'actionnaire de HIT | | (499 954) | (500 000) |
| Dividendes versés aux intérêts non contrôlants | | (40) | (38) |
| Variation des dépôts et cautionnements | | 367 | 301 |
| Remboursement d'emprunts | | (1 581 300) | (258 000) |
| Nouveaux emprunts | | 586 418 | 1 178 460 |
| Intérêts payés | | (244 479) | (206 739) |
| Soulte payée sur annulation de swap | | | (64 773) |
| Autres charges/produits financiers (vente d'Alienor & d'Aquitaine, etc…) | | (1 520) | (1 876) |
| | | **(1 740 508)** | **147 335** |
| **VARIATION DE TRESORERIE** | | **(640 535)** | **984 762** |
| **TRESORERIE A L'OUVERTURE** | | **1 036 709** | **51 947** |
| **TRESORERIE A LA CLOTURE** | | **396 174** | **1 036 709** |

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

## *1. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE*

### *1.1 Information sur la société Mère HIT*

La société HIT a été constituée le 2 novembre 2005, en vue de se porter acquéreur des titres de Sanef, dans le cadre de l'appel d'offres lancé par le gouvernement français pour la cession de ses participations dans trois sociétés concessionnaires d'autoroutes.

HIT a été retenu et a acquis la participation de l'Etat français le 3 février 2006. Elle a ensuite lancé une garantie de cours puis une offre publique de retrait obligatoire, lui permettant, à l'issue de ces différentes opérations, d'être l'actionnaire unique de Sanef.

Elle a comme actionnaire majoritaire le groupe Abertis dont le siège est en Espagne à Madrid. Les comptes consolidés de HIT sont inclus dans les comptes consolidés d'Abertis.

HIT ne détient pas d'autres titres en direct que ceux de la société Sanef.

Le siège social de la société HIT est situé 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

### *1.2 Information sur le sous-groupe Sanef*

Le groupe Sanef est titulaire de deux concessions lui ayant été attribuées par l'Etat, portant sur la construction et l'exploitation de 1 785 km d'autoroutes, ouvrages et installations annexes, dont 1 406 km pour Sanef et 379 km pour SAPN. Suite à la mise en service de la section d'A16 entre L'Isle-Adam et La Francilienne, intervenue en novembre 2019, le réseau en service du groupe Sanef a augmenté de 8 km. Le réseau en service du groupe est de 1 781 km au 31 décembre 2021.

Depuis la signature avec l'Etat en 2010 d'un engagement d'investissements pour le développement durable, les termes des contrats de concession de Sanef et Sapn étaient fixés au 31 décembre 2029.

Le Gouvernement français a signé avec les principaux concessionnaires autoroutiers un plan de relance autoroutier d'un total de 3,2 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur en 2015. Ce plan de relance s'inscrit dans le cadre de négociations achevées en avril 2015 par la conclusion d'un Protocole d'accord entre l'Etat et les groupes Vinci, APRR-AREA et Sanef (et Sapn).

Le protocole établit la volonté commune de l'Etat et des SCA de poursuivre durablement la relation contractuelle et de l'aménager sur la base des principes suivants :

1. Développement de l'investissement dans le domaine des infrastructures :
   - i) Investissements directs via le Plan de Relance :
     - a) Pour Sanef, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 330 M€ environ et une extension de durée de la concession de 2 ans.
     - b) Pour Sapn, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 260 M€ et une extension de durée de la concession de 3 ans et 8 mois.
   - ii) Investissements indirects via :

a) Le versement des SCA à l'AFITF d'une Contribution Volontaire Exceptionnelle (« CVE »). La CVE, d'un montant de 60 millions d'euros par an, sera versée par l'ensemble des SCA signataires de l'accord jusqu'à la fin de concession de chaque société. La quote-part du Groupe Sanef (Sanef et Sapn) représente 17 % du montant total de la CVE.

b) La création par Vinci, APRR et les actionnaires de Sanef d'un Fonds de Modernisation Ecologique des Transports (« FMET ») de 200 millions d'euros. La contribution des actionnaires du groupe Sanef étant de 50 millions d'euros.

2. Stabilisation de la relation contractuelle avec Sanef et Sapn et de l'équilibre économique des concessions :

   i) Mise en place d'une clause dite de « stabilité fiscale » par modification de l'article 32

   ii) Mise en œuvre d'une mesure de plafonnement de la rentabilité des concessions : retranscrite par la modification de l'article 36 des contrats de concession Sanef et Sapn.

3. Compensation de la hausse de la redevance domaniale de 2013 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2016 à 2018 inclus et compensation du gel des tarifs en 2015 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2019 à 2023 inclus.

4. Renforcement de la politique commerciale des SCA en matière de développement durable (favorisant notamment le covoiturage, les véhicules écologiques et les jeunes et/ou étudiants).

5. Création d'une autorité de régulation indépendante du secteur autoroutier : le 15 octobre 2015, l'ARAF est devenue l'ARAFER puis en 2019 l'ART (Autorité de Régulation des Transports) et prend en charge la régulation du secteur autoroutier (i.e. consultation pour les projets de modification d'un contrat de concession, ou de tout autre contrat, lorsqu'ils ont une incidence sur les tarifs de péage ou sur la durée de la concession).

Le Décret n° 2015-1046 du 21 août 2015 approuvant des avenants aux conventions passées entre l'Etat et Sanef et entre l'Etat et Sapn a été publié le 23 août 2015 au Journal Officiel.

Les contrats de concession sont ainsi portés pour Sanef à échéance 31 décembre 2031 et pour Sapn à échéance 31 août 2033.

Les conventions de concession principales, analogues pour les deux sociétés, et les cahiers des charges annexés constituent les instruments fondamentaux définissant les relations entre l'Etat concédant et les deux sociétés concessionnaires. Ces documents régissent notamment la construction et l'exploitation des autoroutes, les dispositions financières applicables, la durée de la concession et les modalités de reprise des installations en fin de concession.

Parmi les principales dispositions susceptibles d'influencer les perspectives d'exploitation figurent notamment :

- L'obligation de maintenir en bon état l'ensemble des ouvrages et d'assurer la continuité de la circulation dans de bonnes conditions de sécurité et de commodité ;

- Les dispositions fixant les taux de péages et les règles d'évolution ;

- Les clauses prévoyant les dispositions applicables en cas d'évolution des règlementations techniques et fiscales applicables aux sociétés d'autoroutes : si une telle évolution était susceptible de remettre en cause gravement l'équilibre des concessions, l'Etat et les sociétés concessionnaires arrêteraient d'un commun accord les compensations à envisager ;

- Les dispositions susceptibles de garantir la remise en bon état des ouvrages de la concession à l'expiration du contrat ;

- Les conditions de retour des actifs à l'Etat en fin de concession et les restrictions grevant les actifs ;

- La faculté pour l'Etat de racheter les contrats de concessions pour motif d'intérêt général.

Dans le cadre du processus de privatisation du groupe Sanef, l'Etat français a procédé à des ajustements des contrats de concession au moyen d'avenants qui ont été approuvés par les Conseils d'Administration de Sanef et de Sapn, respectivement les 27 avril et 4 mai 2006.

Des négociations sur un nouveau contrat de plan, le Plan d'Investissement Autoroutier (PIA), ont été initiées à l'automne 2016. L'avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières relatif au PIA est intervenu en juin 2017.

Des discussions entre le Groupe Sanef et les services de l'Etat ont repris en décembre 2017 suite à la modification d'une partie du plan. Les projets d'avenants aux contrats de concession qui intègreront les investissements du PIA et les augmentations tarifaires dans les contrats de concessions de Sanef et SAPN ont été instruits par le Conseil d'Etat au cours du premier semestre de 2018.

Le PIA prévoit la création ou la modification de quatre échangeurs, la création de places de covoiturage et des programmes de protection de l'environnement. Le PIA représente un investissement de 122 millions d'euros pour le Groupe Sanef qui a été compensé par des augmentations de péage supplémentaires entre 2019 et 2021. Le PIA a fait aussi l'objet d'un cofinancement par certaines collectivités locales.

Le Plan d'investissement autoroutier (PIA) a été publié au Journal Officiel le 30 aout 2018 après avoir reçu un avis favorable du Conseil d'Etat.

Le siège social de la société Sanef est situé 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

# *2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX*

Dans un contexte de crise sanitaire qui a perduré en 2021, l'activité de l'exercice 2021 est en nette amélioration par rapport à 2020, en raison de mesures de confinement moins strictes en 2021 et au retour du trafic étranger sur nos autoroutes.
Le trafic comparé à 2020 est en hausse pour atteindre +19,1% en fin d'année, néanmoins il n'a pas rattrapé son niveau de 2019 et se situe à -10.2% par rapport à 2019. Dans ces conditions le résultat d'exploitation est en amélioration de 210 millions d'euros comparé à l'année 2020.

L'année 2021 a été également marquée par la signature du décret n°2021-1726 le 21 décembre 2021 approuvant le douzième avenant à la convention de concession de SAPN, il a été publié le 22 décembre 2021 au Journal Officiel.
Cet avenant prévoit le déploiement d'un dispositif de péage en flux libre sur les axes A13 et A14. Le montant de cette opération s'élève à 122,1 M€ (valeur juillet 2018).

Le 23 décembre 2021 le groupe Sanef a cédé ses titres de participation dans les sociétés Aliénor et Sanef Aquitaine.

Enjeux Environnementaux :

Le Groupe HIT est attentif à limiter les impacts sur l'environnement de ses opérations mais aussi de l'utilisation des autoroutes par ses clients. C'est pourquoi le groupe travaille à comprendre ces impacts (émissions de gaz à effet de serre, impacts sur le cycle de l'eau, sur les nuisances sonores, sur la biodiversité…) et les quantifier d'une façon juste et opérationnelle.
Les émissions de gaz à effet de serre liées à la circulation de nos clients sur nos autoroutes représentent le premier enjeu. C'est pourquoi le groupe Sanef a entrepris d'équiper en 2022 l'intégralité de ses aires de service de stations de recharge de véhicules électriques avec des bornes de recharge en grand nombre et de puissances supérieures à 150kW. Cet équipement permet d'espérer atteindre à horizon 2030, une réduction de 25% des émissions de nos clients VL (Véhicules Légers).
Pour accompagner ce projet, le groupe a décidé de passer sa flotte VL progressivement au 100% électrique. Tous les renouvellements de véhicules légers à partir de 2022 sont réalisés avec des véhicules 100% électriques.
L'objectif est d'atteindre une flotte 100% électrique en 2026 pour les véhicules de fonction et en 2030 pour l'ensemble de la flotte (VL et VUL).
En parallèle, le groupe va équiper en trois ans l'intégralité de ses sites en bornes de recharge à destination des véhicules de l'entreprise et de ceux de ses salariés.
Le groupe étudie également les différentes pistes de décarbonation pour les poids lourds, mais aussi toutes les pistes qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre de nos opérations (pilotage énergétique des bâtiments, remplacement des éclairages dans les tunnels,).

Dans l'établissement de ses états financiers, la société a pris en compte les effets des enjeux climatiques applicables. Elle n'a pas identifié d'impact comptable significatif à ce stade.

# *3. METHODES COMPTABLES*

### *3.1. Référentiel comptable*

Les comptes consolidés de l'exercice 2021 du Groupe HIT ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021.

Les textes publiés par l'IASB et non adoptés au niveau européen ne sont pas applicables au groupe.

Ils sont établis selon le principe des coûts historiques, sauf exception indiquée ci-après. L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des choix sur la manière d'appliquer les normes à certaines opérations.

Les normes et interprétations applicables à compter de l'exercice 2021 ont été les suivantes :

- Amendement à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire d'IFRS 9, applicable au 1er janvier 2021,
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêts de référence (IBOR) » étape 2, applicable au 1er janvier 2021,
- Amendements à IFRS 16 – Aménagements de loyers au-delà du 30 juin 2021, applicable au 1er avril 2021,

Ces amendements n'ont pas d'impact matériel sur les états financiers consolidés du groupe.

Le groupe n'a pas anticipé dans ses états financiers annuels les normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2021.

**Estimations et jugements** :

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction l'exercice de jugements ainsi que la prise en compte d'estimations et d'hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement, rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les principales estimations effectuées par le groupe portent sur l'évaluation des actifs incorporels du domaine concédé, dans la perspective d'une dépréciation éventuelle, sur les durées d'amortissement des immobilisations renouvelables, sur les provisions et notamment les provisions pour remise en état des infrastructures, et sur des dépréciations de créances et la juste valeur des dérivés.

### *3.2. Arrêté des comptes consolidés*

Les comptes consolidés du groupe HIT ont été arrêtés le 1er mars 2022 par son Président.

### *3.3. Méthode de consolidation*

Les états financiers incluent les états financiers de Sanef et des filiales contrôlées et sociétés mises en équivalence, établis à chaque clôture. Les états financiers des filiales et sociétés mises en équivalence sont préparés pour le même exercice que la société mère.

Les filiales sont consolidées lorsque le groupe en détient le contrôle. La notion de contrôle est établie si les éléments suivants sont réunis :

- Sanef directement ou indirectement dispose de droits lui permettant de prendre les décisions d'ordre financier et opérationnel, de manière à obtenir des avantages de la l'entité ;
- Sanef est exposé aux rendements variables de l'entité ; et
- Sanef à la capacité d'agir sur ces rendements variables.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres. La part des actionnaires minoritaires dans les résultats est présentée sur une ligne distincte du compte de résultat.

Les entités sont comptabilisées par mise en équivalence lorsque le groupe y exerce une influence notable. Celle-ci est présumée lorsque le pourcentage des droits de vote est supérieur à 20 %. En l'absence d'une telle détention, d'autres éléments d'appréciation, telle que la participation du groupe au conseil d'administration de l'entité, sont à prendre en compte dans l'analyse de l'influence notable.

Les sociétés nouvellement acquises sont comptabilisées à partir de la date effective de prise de contrôle. Leurs actifs et passifs sont évalués à cette date selon la méthode de l'acquisition.

Les comptes consolidés du groupe sont présentés en milliers d'euros.

### *3.4. Information sectorielle*

Le groupe n'est pas astreint à l'information sectorielle telle que définie dans IFRS 8 « Information sectorielle ». Cependant quelques indicateurs présentant séparément les concessions, les autres activités (essentiellement la télématique) et la holding sont présentés en note 4.25.

### 3.5. *Goodwill*

Le goodwill représente la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant par le contrôle, minorée du montant net comptabilisée au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les goodwills ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Un test de dépréciation est effectué dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les goodwills sont affectés aux unités génératrices de trésorerie, qui correspondent aux ensembles d'actifs les plus petits générant des flux de trésorerie autonomes par rapport aux flux du groupe dans son ensemble

### *3.6. Immobilisations incorporelles*

#### 3.6.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Conformément à IFRIC 12, les immobilisations incorporelles du domaine concédé représentent le droit d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, et de facturer l'utilisateur du service public. Ces infrastructures devront être restituées gratuitement à l'Etat à l'échéance du contrat de concession.

La concession s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la construction, l'entretien et exploitation de l'autoroute et ses annexes, y compris les raccordements aux voiries existantes, les dépendances et autres au service des usagers ou réalisés en vue d'améliorer l'exploitation. Il peut s'agir d'immobilisations correspondant à la construction initiale ou à des immobilisations complémentaires sur autoroutes en service.

Les immobilisations concédées sont initialement entrées au bilan sur la base de la juste valeur des prestations de construction ou d'amélioration des infrastructures, en contrepartie de la constatation d'un chiffre d'affaires au titre des prestations rendues à l'Etat concédant. En pratique, cette juste valeur est égale au coût de revient des constructions confiées à des tiers et comptabilisées en autres charges externes. Les immobilisations incorporelles du domaine concédé sont amorties sur la durée du contrat de concession (expirant en décembre 2031 pour Sanef et août 2033 pour Sapn, les principales concessions du groupe) selon un rythme reflétant la consommation des avantages économiques attendus du droit incorporel concédé (linéairement sur les concessions « matures », selon les prévisions de trafic pour les concessions « nouvelles »).

L'accord entre le gouvernement français et les Sociétés Sanef et Sapn étant finalisé (voir note 1.2 - Informations sur le sous-groupe Sanef), il a été décidé de comptabiliser en immobilisation incorporelle des concessions la CVE (Contribution Volontaire Exceptionnelle) par application de la norme IFRIC 12, la CVE étant considérée comme un droit complémentaire d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, avec une contrepartie en provision au passif.

#### 3.6.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées notamment par les logiciels acquis par le groupe.
Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis selon le mode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 5 ans en fonction de leur durée d'utilité.

Les frais de développement sont actuellement pour l'essentiel intégralement inscrits dans l'Etat du résultat global de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus dans la mesure où ces frais ne remplissent pas les conditions pour être immobilisés.

### *3.7. Immobilisations corporelles*

Suite à l'application d'IFRIC 12, seules les immobilisations corporelles « renouvelables » non contrôlées par le concédant comme le matériel de péage, de signalisation, de télétransmission, de vidéosurveillance, ainsi que les matériels informatiques, de transport, les matériels et outillages) restent

des immobilisations corporelles dans les états financiers du groupe HIT et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation.

| Durées d'utilité | Nombre d'années |
|---|---|
| Matériels et outillages | 5 à 8 ans |
| Matériels informatiques | 3 |
| Matériels de transport | 5 |
| Agencement et installations | 8 |

Suite à l'application d'IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés comme un actif corporel représentant le droit d'utilisation du bien loué et sont amortis sur la durée de location IFRS 16 retenue. La norme IFRS 16 met en place un modèle de comptabilisation unique pour les preneurs des contrats de location. A ce titre, tous les contrats sont inscrits au bilan, avec une dette correspondant à l'obligation de payer les loyers et un actif représentant le droit d'utilisation du bien loué. Au compte de résultat, sont enregistrés l'amortissement du droit d'utilisation et les intérêts de la dette de loyer.

Les contrats éligibles à IFRS16 concernent des locations de véhicules (longue durée) et un contrat de location de bureau du siège du Groupe.

### *3.8. Instruments financiers*

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

#### 3.8.1. Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent, selon le modèle:

- Des titres de participation non consolidés qualifiés d'actifs représentatifs d'instruments de capitaux propres ;
- des actifs financiers détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels (prêts et créances d'exploitation) ;
- des autres actifs financiers détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus (dont la trésorerie et les équivalents de trésorerie).

Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, les prêts et créances sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE) diminué du montant des pertes de valeur.

Les titres de participation non consolidés qualifiés d'actifs représentatifs d'instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par résultat.

Les autres actifs financiers détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques évoqués ci-dessus (dont la trésorerie et les équivalents de trésorerie) sont évalués à la juste valeur par résultat. Les gains et pertes de ces actifs, correspondant aux intérêts, dividendes, variation de juste valeur et plus ou moins-values de cession, sont traités en coût de l'endettement financier ou en autres produits et charges financiers selon la nature des actifs concernés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, évalués à la juste valeur par compte de résultat, comprennent tous les soldes en espèces, les dépôts à court terme (inférieurs à 3 mois) à leur date d'entrée dans le bilan, les OPCVM à très brève échéance et ne présentant pas de risques significatifs de perte de valeur.

#### 3.8.2. Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres dettes liées à l'exploitation.

A l'exception des passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat, les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur minorée des coûts de transaction et sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui conduit à un amortissement actuariel des coûts de transaction directement rattachables à l'émission du passif financier.

#### 3.8.3. Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

Les instruments dérivés mis en place en conformité avec la politique de gestion de risque de taux du groupe mais ne remplissant pas les conditions pour être qualifiés de couverture, ou pour lesquels le groupe n'a pas choisi la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à la juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en résultat.

Lorsqu'ils remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur, la variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La variation de juste valeur de sens inverse de la position couverte, liée au risque couvert, donne lieu à un enregistrement en résultat en contrepartie de l'ajustement de la valeur au bilan de cette position. Compte tenu des caractéristiques des dérivés mis en place par le groupe, l'incidence de ce mode de comptabilisation est non significative pour le compte de résultat.

La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affecterait le résultat net présenté. Lorsque des instruments dérivés remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie, leur variation de juste valeur est enregistrée directement en autres éléments du résultat global pour la partie efficace et en résultat pour la part inefficace de la variation.

### *3.9. Stocks*

Les stocks se composent du carburant et du sel. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Ils font l'objet de dépréciations lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure au coût.

### *3.10. Créances clients et autres débiteurs*

Les créances clients sont initialement reconnues à leur prix de transaction, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti.

Une dépréciation des créances clients est constituée pour tenir compte des pertes attendues à maturité.

### *3.11. Comptabilisation des impôts sur les bénéfices*

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les créances et les dettes d'impôt exigible nées au cours de l'exercice sont classées en actifs et passifs courants.

Les impôts différés sont enregistrés sur les différences temporaires entre la valeur au bilan des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'impôts attendus au moment du dénouement des différences temporaires, dans la mesure où ces taux sont votés ou quasi voté à la clôture de l'exercice.
Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés qu'en fonction de leur probabilité de récupération future. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, lorsqu'ils concernent les entités du groupe d'intégration fiscale. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation. Ils figurent au bilan dans les actifs et passifs non courants.

### *3.12. Capitaux propres*

Les coûts directement imputables aux augmentations de capital sont portés en déduction des primes d'émission.

Les distributions de dividendes aux actionnaires de HIT sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du groupe à la date d'approbation des dividendes par les actionnaires.

### *3.13. Charges d'intérêts*

Les charges d'intérêts supportées pendant la période de construction des ouvrages concédés sont incluses dans le coût de construction des ouvrages.

### *3.14. Provisions courantes et non courantes*

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers provenant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressource sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions non courantes correspondent principalement aux obligations contractuelles de maintenance, de remise en état des infrastructures concédées (à l'exclusion de tout élément d'amélioration) ainsi que la CVE. Ces provisions sont évaluées sur la base de la meilleure estimation des dépenses futures de renouvellement des couches de roulement des chaussées et de maintien en l'état des ouvrages d'art et sont constituées au fur et à mesure de l'usage des infrastructures. La provision pour la CVE est constituée des paiements futurs prévisionnels. Ces provisions sont actualisées sur la base d'un taux représentatif de la valeur temps de l'argent. L'effet de la désactualisation des provisions à long terme est constaté en « autres charges financières ».

### *3.15. Engagements sociaux à prestations définies*

Les salariés du groupe Sanef bénéficient d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées au moment du départ à la retraite à condition que le salarié soit encore en fonction dans le groupe à cette date. Par ailleurs, le personnel retraité avant 2017 de la filiale SAPN bénéficie d'une prise en charge partielle de son régime complémentaire de prévoyance.

En matière d'autres avantages long terme payés avant le départ à la retraite, le groupe verse des gratifications au titre de l'attribution des médailles d'honneur du travail.

Ces engagements sont comptabilisés au bilan et évalués selon la méthode des unités de crédit projetées en estimant les salaires qui serviront de base au calcul des prestations. Les charges comptabilisées au cours d'un exercice

comprennent le coût des services rendus au cours de l'exercice présentés en charges de personnel et le coût financier correspondant à la désactualisation de la dette actuarielle classé en charges financières ; sur ce coût financier sont imputés les rendements attendus des actifs de couverture.

La réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies résultant de l'évaluation des engagements post-emploi est comptabilisée en « autres éléments du résultat global ». Les écarts actuariels générés sur les autres avantages long terme sont comptabilisés immédiatement en résultat.

### *3.16. Reconnaissance du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de l'activité péages et est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations correspondantes.

Conformément à l'interprétation IFRIC 12, le groupe Sanef comptabilise en chiffre d'affaires « Construction » les produits (et les charges en « achats et charges externes) relatifs aux prestations rendues au concédant au titre des travaux de construction ou d'amélioration des ouvrages concédés, en contrepartie de la constatation d'un actif incorporel reçu (voir note 3.7). Ce chiffre d'affaires est reconnu selon la norme IFRS 15 en fonction du degré d'avancement des travaux.

Le chiffre d'affaires de prestations de service relatifs à des contrats long terme réalisées par le groupe sont constatés selon la norme IFRS 15 **«** Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » en fonction du degré d'avancement des prestations.

Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, la norme impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du groupe Sanef ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

Le principe fondamental d'IFRS 15 est que la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients doit traduire :

- d'une part, le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service ;
- et d'autre part, le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert de contrôle d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise (comptabilisation à l'achèvement).

La méthode de comptabilisation des produits relatifs aux contrats de concession suit les dispositions de l'interprétation IFRIC 12 " Accords de concession de services » et comprennent :

- d'une part, les recettes perçues sur les ouvrages autoroutiers concédés et les produits des activités annexes tels que les redevances des installations commerciales, les revenus provenant de la location d'infrastructures de télécommunication et de parcs de stationnement ; et
- d'autre part, le chiffre d'affaires constaté au titre de la construction des nouvelles infrastructures concédées dégagé à l'avancement conformément à la norme IFRS 15.

### *3.17. Eléments financiers en produits et en charges*

Les charges d'intérêt incluent les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du coût amorti au taux effectif.

Le résultat sur dérivé de couverture inclut les variations de juste valeur et les flux échangés.

Les autres produits et charges financiers incluent les revenus des prêts et créances calculés selon la méthode du coût amorti au taux effectif, les gains sur les placements de trésorerie et équivalents de trésorerie, les pertes de valeur sur actifs financiers, les dividendes et les résultats de change.

### *3.18. Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation soit à des fins d'informations données en annexes. Celle-ci correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.
La majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, collars…) est négociée sur des marchés de gré à gré sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers qui s'appuient sur les conditions de marché existantes à la date de clôture.

Les techniques de valorisations, relevant toutes du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs selon IFRS 7, retenues pour la détermination des justes valeurs des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

- Les swaps de taux sont valorisés selon la méthode d'actualisation des cash-flows futurs contractuels.
- La valorisation des produits optionnels est opérée à partir de modèles de valorisation (type Black & Scholes) utilisant des cotations publiées sur un marché actif et / ou en obtenant des cotations de la part d'établissements financiers tiers.
- Les instruments dérivés de change et de taux ont été évalués par actualisation du différentiel de flux d'intérêt.

La juste valeur des emprunts cotés est la valeur de marché à la date de clôture alors que la juste valeur des emprunts non cotés est calculée en actualisant les flux contractuels, emprunt par emprunt, à un taux correspondant au taux auquel le groupe HIT contracterait en fin d'exercice des emprunts similaires.
Pour les dettes et créances à moins d'un an et certaines dettes et créances à taux variable, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement utilisés par le groupe HIT.

Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte de l'évolution du risque de crédit du groupe HIT.

### *3.19. Normes et interprétations non encore en vigueur*

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022 ne sont pas appliquées par anticipation dans ces états financiers :

- Amendements à IFRS 3 « Références au cadre conceptuel », applicable au 1er janvier 2022,
- Amendement à IAS 37 « Contrats déficitaires - Coûts d'exécution d'un contrat », applicable au

1er janvier 2022,
- Amendements à IAS 16 « Revenus pré-utilisation d'un actif corporel », applicable au 1er janvier 2022,
- Améliorations annuelles « Cycle 2018-2020 », applicable au 1er janvier 2022.

L'incidence de l'application de ces normes et interprétations dans le groupe n'est pas connue à ce jour.

# *4. EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE*

## *4.1. Périmètre de consolidation*

Le groupe HIT est composé de la société mère HIT et des filiales suivantes :

| Sociétés | Activité | Méthode de consolidation |
|---|---|---|
| Sanef | Concession autoroutière | Consolidée |
| Sapn | Concession autoroutière | Consolidée |
| Bip&Go | Distribution (Télématique) | Consolidée |
| SE BPNL | Exploitation d'autoroutes | Consolidée |
| Léonord Exploitation | Exploitation d'autoroutes | Consolidée |
| Léonord | Concession autoroutière | Mise en équivalence |
| Routalis | Exploitation d'autoroutes | Mise en équivalence |
| Sanef 107.7 | Radio | Consolidée |

L'évolution du périmètre de consolidation entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 est liée à la vente des sociétés A'Lienor et Sanef Aquitaine intervenue le 23 décembre 2021.

### 4.1.1. Participations dans les sociétés mises en équivalence

Les principaux agrégats financiers des sociétés mises en équivalence sont :

| ***2021 (en milliers d'euros)*** | **ROUTALIS** | **LEONORD** |
|---|---|---|
| *Quote-part de capital détenue* | *30,00%* | *35,00%* |
| *devise* | *Euro* | *Euro* |
| | | |
| Actifs | 5 167 | 109 361 |
| Passifs hors capitaux propres | 2 602 | 108 640 |
| Capitaux propres | 2 565 | 721 |
| | | |
| Chiffre d'affaires | 5 971 | 18 089 |
| Bénéfice (perte) opérationnel | 468 | 1 459 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | 3 691 | 306 |
| Bénéfice (perte) de l'exercice | 2 521 | 175 |

| *2020 (en milliers d'euros)* | **A'LIENOR** | **ROUTALIS** | **LEONORD** |
|---|---|---|---|
| *Quote-part de capital détenue* | *35,00%* | *30,00%* | *35,00%* |
| *devise* | *Euro* | *Euro* | *Euro* |
| | | | |
| Actifs | 1 125 870 | 5 480 | 109 013 |
| Passifs hors capitaux propres | 801 671 | 4 467 | 108 160 |
| Capitaux propres | 324 199 | 1 013 | 853 |
| | | | |
| Chiffre d'affaires | 54 835 | 11 341 | 19 760 |
| Bénéfice (perte) opérationnel | 20 129 | 1 560 | 1 533 |
| Bénéfice (perte) avant impôt | -2 408 | 1 335 | 274 |
| Bénéfice (perte) de l'exercice | -1 931 | 969 | 139 |

La société Aliénor est sortie du périmètre de consolidation le 23 décembre 2021

### *4.2. Chiffre d'affaires*

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Péages | 1 595 250 | 1 365 682 |
| *Abonnements et prestations télématiques* | *26 119* | *24 371* |
| *Redevances des installations commerciales* | *34 670* | *31 064* |
| *Services télécom* | *7 933* | *7 423* |
| *Prestations d'ingénierie et autres* | *21 112* | *20 392* |
| **Chiffre d'affaires hors péages** | **89 833** | **83 250** |
| **Chiffre d'affaires construction sur travaux confiés à des tiers** | **183 401** | **136 456** |
| **Chiffre d'affaires** | **1 868 485** | **1 585 388** |

Les ventes d'abonnement et de services télématiques comprennent la facturation des frais de gestion sur abonnement.

Les redevances des installations commerciales sont versées par les tiers exploitant les installations commerciales situées sur les aires de service.

Les services télécom correspondent aux locations de fibres optiques ou de pylônes à des opérateurs de télécommunications.

Les prestations d'ingénierie et divers comprennent les ventes de carburants, les divers services réalisés sur le réseau ou à proximité immédiate et les prestations des filiales hors concession autoroutière.

### *4.3. Achats et charges externes*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Maintenance des infrastructures | (10 490) | (8 690) |
| Entretiens et réparations | (30 030) | (25 638) |
| Consommations et charges liées aux opérations | (21 141) | (17 378) |
| Autres achats et charges externes | (37 941) | (37 815) |
| Dépenses de construction sur travaux confiés à des tiers | (183 401) | (136 456) |
| **Achats et charges externes** | **(283 002)** | **(225 976)** |

### *4.4. Charges de personnel*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Rémunération du personnel | (98 822) | (100 818) |
| Charges sociales | (45 181) | (43 745) |
| Intéressement | (6 449) | (4 698) |
| Participation des salariés | (14 497) | (11 079) |
| Autres charges de personnel | (2 492) | (1 357) |
| Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme | (2 429) | (2 458) |
| **Charges de personnel** | **(169 870)** | **(164 154)** |

### *4.5. Autres produits et charges*

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Remboursement dégâts accidents | 7 658 | 8 292 |
| Subventions d'exploitation | 177 | 21 |
| Autres produits divers | 14 571 | 16 740 |
| **Autres produits** | **22 406** | **25 053** |
| Charges diverses | 560 | 395 |
| Dotations nettes aux provisions | (5 284) | (2 662) |
| **Autres charges** | **(4 724)** | **(2 267)** |

Les autres produits divers en 2021 incluent les produits de Leonord Exploitation provenant du contrat d'exploitation du périphérique Nord de Lyon (voir note 4.1).

### *4.6. Impôts et taxes*

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Taxe d'aménagement du territoire | (101 430) | (85 958) |
| Contribution économique territoriale | (30 759) | (40 692) |
| Redevance domaniale | (59 681) | (65 018) |
| Autres impôts et taxes | (9 244) | (8 268) |
| **Impôts et taxes** | **(201 115)** | **(199 936)** |

La taxe d'aménagement du territoire est un impôt calculé en fonction du nombre de kilomètres payants parcourus sur l'ensemble du réseau au cours de l'année. Elle est versée mensuellement et fait l'objet d'une régularisation en fin d'année. Le tarif de base de la taxe d'aménagement du territoire applicable est de 7,36 € par millier de kilomètres parcourus au 1er janvier 2021 (7,36 € par milliers de kilomètres parcourus au 1er janvier 2020).

La redevance domaniale ou redevance annuelle pour occupation du domaine public, instituée par l'article 1 du décret n°97-606 du 31 mai 1997 (codifié à l'article R.122-27 du Code de la voirie routière), est assimilable à une taxe calculée en fonction du chiffre d'affaires du concessionnaire au titre de son activité de concessionnaire d'autoroutes sur le domaine public national et du nombre de kilomètres de voies exploitées au 31 décembre de l'année précédente. Elle est payée en juillet de chaque année pour la période du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante. Cette obligation n'existe ainsi qu'au 1er juillet de chaque année et est passée intégralement lors du 2nd semestre.

L'évolution de ce poste « impôts et taxes » est donc très directement liée à l'évolution du chiffre d'affaires, essentiellement des sociétés concessionnaires.

### *4.7. Dotations aux amortissements et provisions*

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles | (365 886) | (356 205) |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des concessions | (47 701) | (44 109) |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des autres sociétés | (209) | (312) |
| **Total des dotations aux amortissements** | **(413 796)** | **(400 626)** |
| Dotations nettes aux provisions sur domaine concédé | (36 928) | (46 019) |
| **Dotations aux amortissements et provisions** | **(450 724)** | **(446 645)** |

### *4.8. Charges et produits financiers*

Les charges et produits financiers se décomposent comme suit :

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Charges d'intérêts provenant de dettes évaluées au coût amorti | (232 138) | (241 950) |
| **Total des charges d'intérêts** | **(232 138)** | **(241 950)** |

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Autres charges financières** | | |
| Amortissement des soultes payées sur annulation de swap | (17 909) | (1 157) |
| Effet de la désactualisation des provisions à long terme | (4 861) | (4 603) |
| Autres charges financières | | 17 |
| **Total des autres charges financières** | **(22 770)** | **(5 743)** |

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| **Produits financiers** | | |
| Produits de participation | | 154 |
| Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement | 150 | 836 |
| Autres produits financiers | 181 196 | 152 533 |
| **Total des produits financiers** | **181 347** | **153 523** |

Les effets de la désactualisation des provisions long terme sont en hausse du fait du changement de taux d'actualisation de la provision IFRIC 12 passant de 0% à 0.196% (proche des OAT). Ce taux est apprécié par convention avec le rendement des OAT à 10 ans émises par l'État français.

Les autres produits financiers comprennent la plus-value de consolidation liée à la vente des titres de participation des sociétés A'Lienor et Sanef Aquitaine.

Les charges d'intérêts provenant des dettes évaluées au coût amorti sont en baisse du fait du désendettement du groupe.

### *4.9. Impôts sur les bénéfices*

| **(en milliers d'euros)** | **2021** | **2020** |
|---|---|---|
| Impôts dus sur les bénéfices et assimilés | (187 324) | (120 471) |
| Impôts différés | 29 239 | 6 387 |
| **Impôts** | **(158 085)** | **(114 083)** |

La preuve d'impôt pour les exercices 2021 et 2020 est présentée ci-après :

| *(en milliers d'euros)* | 2021 | 2020 |
|---|---|---|
| **Résultat net part du groupe** | **527 118** | **363 287** |
| Charge d'impôt | 158 085 | 114 083 |
| A exclure : quote-part des sociétés mises en équivalence/Plus-value cession | 158 251 | 152 003 |
| Intérêts minoritaires | 30 | 45 |
| | | 0 |
| **Résultat avant impôt** | **526 951** | **629 418** |
| Charge d'impôt théorique 28,41% | (149 707) | (104 183) |
| Charges non déductibles – différences permanentes (*) | (6 234) | (7 734) |
| Différence de taux sur impôts différés | (2 190) | (2 526) |
| Crédits d'impôts et autres, provisions dont limitation de la déductibilité des intérêts | 47 | 359 |
| **Charge d'impôt effective** | **(158 085)** | **(114 083)** |

(*) Comprend l'impôt sur la plus-value de cession Alis en 2020 et Aliénor et Sanef Aquitaine en 2021

La ventilation de l'impôt différé par grandes rubriques du bilan est la suivante :

| | Au 31 décembre 2021 | | Au 31 décembre 2020 | |
|---|---|---|---|---|
| *(en milliers d'euros)* | **Assiette** | **Impôts** | **Assiette** | **Impôts** |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | (857 990) | 221 586 | (926 816) | 241 391 |
| Provisions pour risques et charges | 405 277 | (104 662) | 394 954 | (96 303) |
| Endettement, instruments dérivés et autres | (62 815) | 16 220 | (40 509) | 10 688 |
| **TOTAL** | **(515 528)** | **133 144** | **(572 371)** | **155 776** |

Comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas d'actif d'impôt non comptabilisé au 31 décembre 2021.

### *4.10. Résultat par action et dividendes*

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action s'identifie au résultat de base par action.

### *4.11. Goodwill*

Le goodwill est de 2 820 166 milliers d'euros au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020.

La différence de consolidation, entre le prix d'acquisition des titres (pour 5 324 millions d'euros) et les capitaux propres consolidés de Sanef au moment de l'acquisition (pour 1 360 millions d'euros), est de 3 964 millions d'euros.

Le test de dépréciation réalisé en 2021 (comme chaque année) n'a pas fait apparaître de perte de valeur.

Le business plan du groupe, utilisé pour effectuer ce test, comprend la projection des cash-flows des concessionnaires Sanef et Sapn jusqu'à la fin de leur concession. Les flux de trésorerie ont été actualisés au coût moyen pondéré du capital reflétant la répartition prévisionnelle entre les capitaux propres et la dette financière sur l'ensemble de la période prise en compte.

Le groupe a réalisé des tests de sensibilité sur les hypothèses de taux d'actualisation et de niveau de flux de trésorerie. Ainsi, une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ou une baisse de 3% des flux annuels de trésorerie ne conduirait pas à constater une dépréciation de l'écart d'acquisition.

### *4.12. Immobilisations incorporelles*

| **Valeurs brutes** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres (*)** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | 102 143 | 8 705 | | 2 194 | 113 042 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 843 | | | | 3 843 |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 11 765 482 | 183 401 | | (32 916) | 11 915 967 |
| **TOTAL** | **11 871 469** | **192 106** | | **(30 722)** | **12 032 852** |

(*) Reclassement immobilisations corporelles (cf 4.13)

| **Valeurs brutes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2020** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | 95 144 | 5 252 | | 1 747 | 102 143 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 843 | | | | 3 843 |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 11 640 045 | 136 456 | | (11 019) | 11 765 482 |
| **TOTAL** | **11 739 032** | **141 708** | | **(9 271)** | **11 871 469** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises sur cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | (83 285) | (6 197) | | 68 | (89 413) |
| Autres immobilisations incorporelles | (3 845) | | | | (3 845) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | (7 463 508) | (359 689) | | | (7 823 198) |
| **TOTAL** | **(7 550 637)** | **(365 886)** | | **68** | **(7 916 456)** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Dotations** | **Reprises sur cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Logiciels acquis | (78 443) | (4 841) | | | (83 285) |
| Autres immobilisations incorporelles | (3 844) | | | (1) | (3 845) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | (7 112 144) | (351 364) | | | (7 463 508) |
| **TOTAL** | **(7 194 431)** | **(356 205)** | | **(1)** | **(7 550 637)** |

| **Valeurs nettes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2021** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|
| Logiciels acquis | 18 859 | 23 628 |
| Autres immobilisations incorporelles | (2) | (2) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 4 301 975 | 4 092 770 |
| **TOTAL** | **4 320 832** | **4 116 396** |

| **Valeurs nettes (en milliers d'euros)** | **Au 1er janvier 2020** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Logiciels acquis | 16 701 | 18 859 |
| Autres immobilisations incorporelles | (1) | (2) |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé | 4 527 901 | 4 301 974 |
| **TOTAL** | **4 544 601** | **4 320 831** |

Les marchés sur travaux, signés et non exécutés, s'élèvent à 117 988 milliers d'euros au 31 décembre 2021 et à 167 214 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Ces travaux correspondent essentiellement à des immobilisations incorporelles.

### *4.13. Immobilisations corporelles*

| **Valeur brute** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2021** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres (*)** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 828 378 | 37 160 | (19 382) | 29 862 | 876 018 |
| Immobilisations des autres sociétés | 3 904 | 142 | (141) | (2 719) | 1 186 |
| **TOTAL** | **832 282** | **37 302** | **(19 523)** | **27 143** | **877 204** |

(*) Reclassement avec immobilisations incorporelles (cf 4.12)

| **Valeur brute** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 811 690 | 32 594 | (20 317) | 4 411 | 828 378 |
| Immobilisations des autres sociétés | 4 205 | 113 | | (414) | 3 904 |
| **TOTAL** | **815 895** | **32 707** | **(20 317)** | **3 997** | **832 282** |

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | | **Dotations** | **Reprises** | **Variations de** | |
|---|---|---|---|---|---|

| | Au 1er janvier 2021 | | | périmètres et autres (*) | Au 31 décembre 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | (654 835) | (47 701) | 9 411 | 1 | (693 124) |
| Immobilisations des autres sociétés | (3 396) | (209) | 138 | 2 494 | (972) |
| **TOTAL** | **(658 231)** | **(47 910)** | **9 549** | **2 495** | **(694 096)** |

(*) sortie de Sanef Aquitaine

| **Amortissements** ***(en milliers d'euros)*** | **Au 1er janvier 2020** | **Dotations** | **Reprises** | **Variations de périmètres et autres** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | (630 178) | (44 109) | 15 344 | 4 110 | (654 835) |
| Immobilisations des autres sociétés | 1 026 | (312) | | (4 110) | (3 396) |
| **TOTAL** | **(629 152)** | **(44 421)** | **15 344** | | **(658 231)** |

| **Valeurs nettes** (en milliers d'euros) | **Au 1er janvier 2021** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 173 543 | 182 894 |
| Immobilisations des autres sociétés | 509 | 214 |
| **TOTAL** | **174 052** | **183 108** |

| **Valeurs nettes** *(en milliers d'euros)* | **Au 1er janvier 2020** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires d'autoroutes | 181 511 | 173 543 |
| Immobilisations des autres sociétés | 5 231 | 509 |
| **TOTAL** | **186 744** | **174 053** |

### *4.14. Actifs financiers non courants et courants*

#### 4.14.1. Valeur comptable des actifs financiers par catégories comptables

Les actifs financiers présentés dans les tableaux ci-après excluent les « créances clients et autres créances d'exploitation » (note 4.15) et la « trésorerie et équivalents de trésorerie » (note 4.16).

Actifs financiers non courants

| Actifs financiers non courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2021, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Titres de participation | | | 805 | 805 |
| Créances rattachées à des participations | 701 | | | 701 |
| Prêts | 1 352 | | | 1 352 |
| Dépôts et cautionnements | 476 | | | 476 |
| Autres actifs financiers | (3) | | | (3) |
| **Total des actifs financiers non courants** | **2 525** | | **805** | **3 330** |

| Actifs financiers non courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2020, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Titres de participation | | | 805 | 805 |
| Créances rattachées à des participations | 797 | | | 797 |
| Prêts | 1 526 | | | 1 526 |
| Dépôts et cautionnements | 434 | | | 434 |
| Autres actifs financiers | (4) | | | (4) |
| **Total des actifs financiers non courants** | **2 753** | | **805** | **3 558** |

## Actifs financiers courants

| Actifs financiers courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2021, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Intérêts sur créances rattachées | | | | |
| Instruments financiers dérivés | | | | |
| Autres créances financières | | | -28 | -28 |
| **Total des actifs financiers courants** | | | **-28** | **-28** |

| Actifs financiers courants (en milliers d'euros) | Au 31 décembre 2020, en valeur comptable | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût amorti | Juste valeur par le résultat global | Juste valeur par le résultat net | Valeur comptable |
| Intérêts sur créances rattachées | | | | |
| Instruments financiers dérivés | | | | |
| Autres créances financières | | | 442 | 442 |
| **Total des actifs financiers courants** | | | **442** | **442** |

Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, le groupe HIT n'est pas prêteur auprès de sa maison-mère Abertis.

### 4.14.2. Instruments dérivés

L'emprunt syndiqué à taux variable émis dans le cadre de l'acquisition de Sanef, pour un montant initial de 1 150 millions était couvert en totalité par trois swaps prêteurs taux variables – emprunteurs taux fixe (voir ci-après). À la suite du remboursement partiel de cet emprunt pour 750 millions d'euros en 2011 et du solde de 334 millions en 2012, les couvertures ont été révisées des mêmes montants.

En 2020, HIT a procédé à la résiliation des swaps restants, ce débouclage a entraîné le paiement d'une soulte de 64,8 millions d'Euros. Ces swaps étaient à départs décalés couvrant la période 2021 - 2024 avec un nominal des swaps qui allait de 750 M€ en 2021 à 0 en 2024. Les swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie étaient affectés à la couverture du risque de variabilité des charges d'intérêt relatives aux emprunts futurs à émettre pour satisfaire les besoins de refinancement hautement probables sur la période 2021 à 2024.
La valeur de marché de ces swaps à la date d'annulation a été gelée en OCI et prévoit un recyclage d'OCI en P&L entre 2021 et 2024 sur la base du calendrier du montant nominal couvert initialement.

Le groupe HIT avait également procédé en septembre 2014 à une opération de refinancement de sa dette obligataire (opération de « Liability Management), une opération de couverture des taux fixant les taux d'intérêts applicables à l'opération sur la période 2018– 2025 (swaps de couverture qualifiés de couverture de flux de trésorerie) avait été mise en place entre le début de l'opération et sa réalisation. Cette opération, lors de son débouclage en septembre 2014, a résulté en une soulte à payer de 7,6 millions constatés en moins des capitaux propres pour sa totalité. Son recyclage par résultat est opéré depuis mars 2018.

### 4.14.3. Informations sur les prêts et créances en actifs financiers non courants

Les prêts consentis au titre de l'effort construction inscrits au bilan (prêts) pour un montant actualisé de 1 079 milliers d'euros au 31 décembre 2021, sont à échéance à 20 ans à la date de leur versement et ne portent pas intérêts. Ils ont été consentis dans le cadre de l'obligation légale faite aux employeurs de contribuer à l'effort construction. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser ces prêts s'élève à 4% et est utilisé pour déterminer les produits financiers enregistrés en résultat.

Les créances rattachées à des participations se situent à 701 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (797 milliers d'euros au 31 décembre 2020) et concernent la société Leonord.

### *4.15. Clients et autres créances d'exploitation*

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Avances et acomptes versés sur commandes | 224 | 372 |
| Clients et comptes rattachés : péages | 115 324 | 110 532 |
| Clients et comptes rattachés autres activités | 9 386 | 10 478 |
| Clients douteux | 7 640 | 7 875 |
| Clients, factures à émettre | 38 375 | 25 397 |
| Autres créances diverses | 6 155 | 7 729 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (8 089) |
| **Total clients et autres créances d'exploitation** | **169 740** | **154 293** |
| Créances fiscales & autres | 41 583 | 84 963 |
| **Total clients et autres créances** | **211 322** | **239 256** |

Les créances clients et les autres créances d'exploitation figurent au bilan à leur valeur nominale et sont éventuellement dépréciées.

Les créances fiscales et autres regroupent les créances sociales et fiscales, à l'exception, le cas échéant, des créances d'impôt courant sur les bénéfices.

Le tableau ci-dessous présente les créances clients facturées (Clients abonnés TIS) ainsi que leur dépréciation éventuelle.

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Créances clients facturées | 138 729 | 136 986 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (8 089) |
| **Créances clients nettes** | **131 365** | **128 895** |

Au 31 décembre 2021, la ventilation des créances et dépréciations clients se présente comme suit :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | 1 à 3 mois | 3 à 6 mois | 6 à 12 mois | plus d'un an |
|---|---|---|---|---|---|
| Créances clients facturées | 138 729 | 132 494 | 307 | 4 900 | 1 029 |
| Provision pour dépréciation des créances clients | (7 365) | (1 273) | (265) | (4 798) | (1 029) |

### *4.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie correspond à la juste valeur par résultat.

La ventilation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présentée dans le tableau ci-après :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Equivalents de trésorerie : certificats de dépôt | 56 000 | 325 000 |
| Disponibilités | 340 174 | 711 709 |
| **Total trésorerie et équivalents de trésorerie** | **396 175** | **1 036 709** |

*4.17. Capital et primes d'émission*

Par décision de l'Associé unique du 15 novembre 2021, le capital social a été réduit d'un montant de 22.000 milliers d'euros par voie de distribution à l'Associé. Ainsi le nombre d'actions qui était de 1.062.267.743 au 31 décembre 2020 a été échangé par 1.040.267.743 actions nouvelles au 31 décembre 2021 d'une valeur nominale de 1 euro chacun. Toutes les actions donnent droit au paiement du dividende.

*4.18. Provisions*

Au 31 décembre 2021 :

| **Non courant** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 384 859 | 36 928 | (38 482) | | 4 218 | (793) | 386 730 |
| **TOTAL** | **384 859** | **36 928** | **(38 482)** | | **4 218** | **(793)** | **386 730** |

| **Courant** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Litiges | 11 233 | 5 943 | (2 742) | | | | 14 433 |
| Autres | 26 592 | 7 111 | (5 505) | | | | 28 197 |
| **TOTAL** | **37 824** | **13 053** | **(8 247)** | | | | **42 631** |

| **TOTAL** | **Au 1er janvier 2021** | **Dotations** | **Reprises** | | **Variation résultant de l'actualisation** | **Variation de périmètre et autres** | **Au 31 décembre 2021** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Utilisation de l'exercice** | **Reprise sans utilisation** | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 384 859 | 36 928 | (38 482) | | 4 218 | (793) | 386 730 |
| Litiges | 11 233 | 5 943 | (2 742) | | | | 14 433 |
| Autres | 26 592 | 7 111 | (5 505) | | | | 28 197 |
| **TOTAL** | **422 683** | **49 981** | **(46 729)** | | **4 218** | **(793)** | **429 361** |

Au 31 décembre 2020 :

| Non courant | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 389 774 | 46 020 | (49 583) | | 3 924 | (5 275) | 384 859 |
| **TOTAL** | **389 774** | **46 020** | **(49 583)** | | **3 924** | **(5 275)** | **384 859** |

| Courant | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Litiges | 9 519 | 1 836 | (25) | | | (97) | 11 233 |
| Autres | 25 644 | 6 825 | (5 975) | | | 97 | 26 592 |
| **TOTAL** | **35 163** | **8 661** | **(6 000)** | | | | **37 824** |

| TOTAL | Au 1er janvier 2020 | Dotations | Reprises | | Variation résultant de l'actualisation | Variation de périmètre et autres | Au 31 décembre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Utilisation de l'exercice | Reprise sans utilisation | | | |
| Provisions sur domaine autoroutier concédé | 389 774 | 46 020 | (49 583) | | 3 924 | (5 275) | 384 859 |
| Litiges | 9 519 | 1 836 | (25) | | | (97) | 11 233 |
| Autres | 25 644 | 6 825 | (5 975) | | | 97 | 26 592 |
| **TOTAL** | **424 937** | **54 680** | **(55 583)** | | **3 924** | **(5 275)** | **422 683** |

L'ensemble des provisions sur domaine autoroutier concédé (provisions pour renouvellement futur des couches de roulement des chaussées, maintien en l'état des ouvrages d'art et CVE) est classé en non courant.

### *4.19. Engagements sociaux différés*

Les engagements sociaux différés comprennent des régimes à prestations définies post-emploi (indemnités de fin de carrière, mutuelle des retraités) et d'autres types d'avantages (médailles du travail, mesures d'accompagnement de la GEPP et autres avantages).

Leur montant global au bilan s'analyse comme suit :

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Régimes post-emploi à prestations définies | 45 110 | 47 242 |
| autres avantages | 13 644 | 14 818 |
| **Total** | **58 755** | **62 061** |

### 4.19.1. Régimes post-emploi à prestations définies

Les régimes à prestations définies s'analysent comme suit :

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2021 | 31 décembre 2020 |
|---|---|---|
| Engagement et droits | 45 110 | 47 242 |
| **Total** | **45 110** | **47 242** |
| | **31/12/2021** | **31/12/2020** |
| Taux d'actualisation | 1,00% | 0,50% |
| Taux de progression des salaires | 2,35% | 2,00% |

La sensibilité de l'engagement à une évolution de ces deux principales hypothèses au 31 décembre 2021 est la suivante :

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Taux d'actualisation** | | **Taux de progression des salaires** | |
| | Hausse de 50 bp : 1,5% | Baisse de 50 bp : 0,5% | Hausse de 50 bp : 2,85% | Baisse de 50 bp : 1,85% |
| **Total des engagements et droits** | **42 793** | **47 630** | **42 923** | **38 451** |

Au 31 décembre 2020, la sensibilité de ces deux hypothèses se présentait ainsi :

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2020** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Taux d'actualisation** | | **Taux de progression des salaires** | |
| | Hausse de 50 bp : 1,0% | Baisse de 50 bp : 0 % | Hausse de 50 bp : 2,5% | Baisse de 50 bp : 1,5% |
| **Total des engagements et droits** | **44 714** | **49 998** | **49 738** | **44 932** |

Les tableaux ci-après détaillent les droits dus par le groupe au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, ainsi que la juste valeur des actifs financés, pour chaque catégorie d'engagement retraites (indemnités de fin de carrière) et mutuelle des retraités de la société Sapn (prestations médicales).

| **Engagements sociaux à prestations définies** | IFC | | Mutuelle | | **TOTAL** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***(en milliers d'euros)*** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** | **31-déc.-21** | **31-déc.-20** |
| Engagements et droits en début de période | 42 054 | 40 801 | 5 188 | 5 551 | **47 242** | **46 352** |
| Coût des services | 2 249 | 2 240 | 304 | 317 | **2 553** | **2 557** |
| Charge d'intérêts financiers | 206 | 199 | 26 | 28 | **232** | **227** |
| Pertes (gains) actuariels | (1 396) | 825 | (880) | (512) | **(2 276)** | **313** |
| Prestations payées | (2 439) | (2 012) | (131) | (196) | **(2 570)** | **(2 208)** |
| Mouvement de périmètre | (71) | | | | **(71)** | |
| **Engagements et droits en fin de période** | **40 603** | **42 054** | **4 507** | **5 188** | **45 110** | **47 242** |

Le total des gains actuariels engendrés par les engagements sociaux à prestations définies post-emploi au cours de l'exercice 2021 est 2 276 milliers d'euros (313 milliers d'euros de pertes actuarielles au cours de l'exercice 2020).

Les gains actuariels de 2 276 milliers d'euros se répartissent selon leur origine de la manière suivante :

| *(en milliers d'euros)* | **2021** | **2020** |
|---|---|---|
| **Pertes / (gains) actuarielles générées durant l'exercice** | **(2 276)** | **313** |
| provenant d'écarts d'hypothèses financières | (1 576) | |
| provenant d'écarts d'hypothèses démographiques | | |
| provenant d'écarts d'expérience générés sur l'engagement | (700) | 313 |
| provenant d'écarts d'expérience générés sur les actifs de couverture | | |

### 4.19.2. Autres avantages long-terme

Les autres avantages long terme regroupent les médailles du travail et autres provisions.

| ***(en milliers d'euros)*** | **Au 31 décembre 2021** | | | **Au 31 décembre 2020** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Médailles | Provisions | **TOTAL** | Médailles | Provisions | **TOTAL** |
| Au 1er janvier | 993 | 13 826 | **14 818** | 1 094 | 12 455 | **13 549** |
| Entrée de périmètre | | | **0** | | | **0** |
| Dotation | | 7 293 | **7 293** | | 8 740 | **8 740** |
| Utilisation | (138) | (8 345) | **(8 483)** | (137) | (7 369) | **(7 506)** |
| Pertes et gains actuariels | 16 | | **16** | 35 | | **35** |
| **Fin de période** | **871** | **12 774** | **13 644** | **993** | **13 826** | **14 818** |

### *4.20. Passifs financiers par catégories comptables*

Dettes financières courantes et non courantes :

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2021** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Passifs au coût amorti | Passifs détenus à des fins de transactions | Dérivés qualifiés de couverture | **Valeur nette comptable à la clôture** | **Juste valeur à la clôture** |
| Emprunts courants et non courants | 5 343 620 | | | 5 343 620 | 5 764 714 |
| Location - Dettes Financières (*) | 9 554 | | | 9 554 | 9 554 |
| Avances de l'Etat | 17 318 | | | 17 318 | 17 318 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 21 571 | | | 21 571 | 21 571 |
| Intérêts courus et non échus | 43 879 | | | 43 879 | 43 879 |
| **Total dettes financières hors fournisseurs** | **5 435 943** | | | **5 435 943** | **5 857 037** |
| Fournisseurs et autres dettes financières (voir note 4.21) | 126 150 | | | 126 150 | 126 150 |
| **Total dettes financières selon IFRS9** | **5 562 092** | | | **5 562 092** | **5 983 186** |

| *(en milliers d'euros)* | **Au 31 décembre 2020** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Passifs au coût amorti | Passifs détenus à des fins de transactions | Dérivés qualifiés de couverture | **Valeur nette comptable à la clôture** | **Juste valeur à la clôture** |
| Emprunts courants et non courants | 6 316 219 | | | 6 316 219 | 6 965 431 |
| Location - Dettes Financières (*) | 10 948 | | | 10 948 | 10 948 |
| Avances de l'Etat | 17 318 | | | 17 318 | 17 318 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 21 204 | | | 21 204 | 21 204 |
| Intérêts courus et non échus | 55 883 | | | 55 883 | 55 883 |
| **Total dettes financières hors fournisseurs** | **6 421 573** | | | **6 421 573** | **7 070 785** |
| Fournisseurs et autres dettes financières (voir note 4.21) | 116 501 | | | 116 501 | 116 501 |
| **Total dettes financières selon IFRS 9** | **6 538 073** | | | **6 538 073** | **7 187 286** |

(*) IFRS 16

Les dépôts et cautionnements reçus correspondent principalement aux cautionnements versés par les porteurs de cartes et de badges ; ils sont restitués en cas de résiliation de l'abonnement et après retour de la carte ou du badge. Ils sont assimilables à des dépôts à vue et de ce fait ne requièrent pas d'être actualisés.

Les dettes financières autres que les emprunts ont une juste valeur correspondant à leur valeur comptable.

En mai 2021, HIT a réalisé une émission obligataire de 600 millions d'euros avec une maturité à 2028 et dont le coupon s'élève à 0,625%. Cette nouvelle émission obligataire a été réalisée dans l'objectif de partiellement préfinancer l'échéance d'octobre 2021

### *4.21. Fournisseurs et autres dettes*

| ***(en milliers d'euros)*** | **31 décembre 2021** | **31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Avances et acomptes reçus sur commandes | 3 974 | 2 686 |
| Fournisseurs | 39 843 | 26 783 |
| Dettes sur immobilisations | 82 332 | 87 032 |
| ***Total Fournisseurs et autres dettes financières (1)*** | ***126 150*** | ***116 501*** |
| Dettes fiscales et sociales | 144 343 | 114 121 |
| Produits constatés d'avance | 9 474 | 17 383 |
| ***Total dettes non financières*** | ***153 817*** | ***131 504*** |
| **Total dettes fournisseurs et autres dettes** | **279 967** | **248 005** |

*(1) Passifs financiers évalués selon la méthode du coût amorti*

Les dettes fournisseurs et autres dettes étant à très court terme, leur valeur comptable est très voisine de leur juste valeur.

### *4.22. Passifs éventuels et engagements hors bilan*

Litiges

Les sociétés du groupe sont parties à un certain nombre de litiges dans le cours normal de leurs activités. Le groupe HIT considère qu'au 31 décembre 2021 aucun de ces litiges n'est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur son résultat opérationnel ou sur sa situation financière (en dehors des risques effectivement provisionnés dans les comptes).

Cautions données :

Sanef a accordé une garantie maison-mère en faveur de A'Lienor dans le cadre du contrat d'exploitation de l'A65 pour un total de 1 110 milliers d'euros (1 459 milliers d'euros en 2020).

Sanef a fait émettre une garantie pour un montant total de 900 milliers d'euros en faveur d'Albea dans le cadre du projet A150, inchangée par rapport à fin 2020.

Le montant total des cautions au 31 décembre 2021 est de 2 017 milliers d'euros (2 367 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

Cautions reçues :

Les sociétés du groupe HIT ont reçu des cautions et garanties sur marchés pour un total de 56 129 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (48 710 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

Les cautions accordées par des émetteurs de badges de Télépéage Inter-société pour Poids-Lourds et par des émetteurs de cartes accréditives qui collectent le péage pour le compte des sociétés du groupe HIT s'élèvent à 1 563 milliers d'euros au 31 décembre 2021

Autres engagements :

Au 31 décembre 2021 Le groupe HIT a des lignes de crédit ouvertes et non tirées pour 1 100 millions d'euros.

### *4.23. Gestion des risques financiers et instruments financiers dérivés*

#### 4.23.1. Risques de marché

En matière de risque de marchés (taux d'intérêt, changes et valeurs cotées), HIT encourt principalement un risque de taux d'intérêt.

La partie de l'endettement à taux fixe est soumise à un risque de variation de juste valeur en cas de rachat de celle-ci sur le marché alors que les dettes à taux variable impactent les résultats financiers futurs.

Comme mentionné dans la note 4.20, une partie significative de la dette financière du groupe HIT a été contractée à taux fixe.

Au total, HIT n'encourt qu'un risque limité d'augmentation de ses charges financières en cas de hausse des taux d'intérêts (voir l'analyse de sensibilité ci-après).

La structure de taux des emprunts est la suivante :

| ***(en milliers d'euros)*** | **Au 31 décembre 2021** | **Au 31 décembre 2020** |
|---|---|---|
| Taux fixe ou révisable | 5 324 073 | 6 275 756 |
| Taux variable | 19 547 | 40 463 |
| **Total** | **5 343 620** | **6 316 219** |

Les emprunts à taux variable non capés représentent un montant de 19.5 millions d'euros au 31 décembre 2021 (40 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Aucune inefficacité n'a été constatée en résultat sur les relations de couverture de flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2021 HIT n'a plus de swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cf. note 4.14.2 Instruments dérivés). Le solde des pertes à recycler en résultat avant effet d'impôts est de 51 202 milliers d'Euros au 31/12/2021.

Le fait qu'une partie de la dette financière de HIT est à taux fixe a pour effet de rendre sensible la juste valeur de cette dette à l'évolution des taux d'intérêt. Une réduction des taux d'intérêts augmente la juste valeur, une augmentation des taux réduit cette juste valeur. L'écart entre la juste valeur des dettes à taux fixe et leur valeur comptable ne serait constaté en perte ou en profit que si HIT décidait de procéder à des remboursements anticipés, en fonction des possibilités offertes par le marché.

Sensibilité du compte de résultat et des capitaux propres aux variations de taux d'intérêt :

L'analyse de sensibilité sur les flux d'intérêt pour les instruments à taux variables a été déterminée en tenant compte de l'ensemble des flux variables des instruments non dérivés et des instruments dérivés. L'analyse est préparée en supposant que les montants de dettes et d'instruments financiers au bilan au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 restent constants sur une année.

| *(en milliers d'euros)* | 31-déc.-2021 | | | | 31-déc.-2020 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Résultat | | Capitaux propres | | Résultat | | Capitaux propres | |
| | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp | Hausse de 50 bp | Baisse de 50 bp |
| Dette à taux variable | (115) | 115 | - | - | (215) | 215 | - | - |

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessus mais n'aurait pas eu d'impact sur les capitaux propres en 2021. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

Par ailleurs, le groupe HIT a assez peu de risques de change ; en effet le groupe est peu exposé au risque transactionnel dans le cadre de son activité.

### 4.23.2. Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe HIT dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

La valeur comptable de ses actifs financiers (présentée ci-après) représente l'exposition maximale au risque de crédit.

| *(en milliers d'euros)* | **Note** | **31-déc.-2021** | **31-déc.-2020** |
|---|---|---|---|
| Créances rattachées à des participations | 4.14 | 701 | 797 |
| Prêts | 4.14 | 1 352 | 1 526 |
| Dépôts et cautionnements | 4.14 | 476 | 434 |
| Créances clients et autres créances financières | 4.15 | 169 740 | 154 293 |
| Actifs financiers courants | 4.14 | (28) | 442 |
| Trésorerie et équivalent trésorerie | 4.16 | 396 174 | 1 036 709 |
| | **Total** | **568 414** | **1 194 202** |

Au 31 décembre 2021, les créances clients et autres créances représentent 170 millions d'euros d'actifs (154 millions d'euros d'actifs au 31 décembre 2020) et la trésorerie se situe à environ 396 millions d'euros (1 037 millions d'euros au 31 décembre 2020) : ces montants traduisent en fait un risque négligeable en matière de crédit au vue de la qualité des contreparties du groupe et des conditions d'encaissement des créances clients majoritairement en vigueur dans le groupe (règlement au comptant ou à très court terme).

Les placements financiers des liquidités excédentaires sont effectués auprès d'établissements financiers de premier plan.

### 4.23.3. Risques de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme celui lié aux difficultés susceptibles d'être encourues pour faire face aux échéances de paiement d'emprunts ou d'autres engagements.

Les besoins de financement, hors investissements de développement, ne sont pas suffisamment significatifs pour laisser entrevoir des difficultés à emprunter.

La dette financière principale de HIT (BNP/Dexia) est soumise à deux covenants :
- le ratio dette nette/EBITDA.

- le ratio EBITDA/charges financières nettes.

Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, le groupe HIT respecte ces covenants.

La répartition des emprunts par échéance est la suivante :

| Année | Moins d'1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | plus de 5 ans | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 264 500 | | | | | | **264 500** |
| 2023 | | 860 339 | | | | | **860 339** |
| 2024 | | | 453 724 | | | | **453 724** |
| 2025 | | | | 604 909 | | | **604 909** |
| 2026 | | | | | 595 356 | | **595 356** |
| 2027 | | | | | | 1 087 906 | **1 087 906** |
| 2028 | | | | | | 886 058 | **886 058** |
| 2029 | | | | | | 590 828 | **590 828** |
| **31 décembre 2021** | 264 500 | 860 339 | 453 724 | 604 909 | 595 356 | 2 564 792 | **5 343 620** |
| **31 décembre 2020** | 1 579 829 | 263 516 | 858 979 | 453 213 | 593 349 | 2 567 332 | **6 316 219** |

L'endettement du groupe HIT ayant une durée plus courte que le contrat de concession, le groupe devra se refinancer selon un calendrier que le groupe maîtrise grâce à la prévisibilité des flux de trésorerie d'exploitation et d'investissement. Le groupe n'anticipe à ce jour aucune difficulté de refinancement.

| *(en millions d'euros)* | Note | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | 6 mois ou moins | 6 à 12 mois | 1-2 ans | 2 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Passifs financiers non dérivés** | | | | | | | | |
| Emprunts financiers | **4.20** | 5 344 | 5 945 | 86 | 305 | 976 | 1 912 | 2 666 |
| Avances de l'Etat et collectivités | **4.20** | 17 | 17 | 17 | | | | |
| Dépôts, cautionnements et autres dettes financières | **4.20** | 22 | 22 | 22 | | | | |
| Dettes fournisseurs | **4.21** | 126 | 126 | 126 | | | | |
| Autres dettes courantes | **4.21** | 0 | 0 | 0 | | | | |
| **Passifs financiers dérivés** | | | | | | | | |
| Instruments dérivés de taux d'intérêts | **4.20** | 0,0 | 0,0 | | | | | |
| | | **Total des flux** | **6 110** | **251** | **305** | **976** | **1 912** | **2 666** |
| | | Flux des dérivés de taux actifs | | | | | | |
| | | **Total des flux après prise en compte des couvertures** | **6 110** | **251** | **305** | **976** | **1 912** | **2 666** |

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de la continuité d'exploitation.

### *4.24. Transactions avec les parties liées*

Le groupe HIT n'est pas prêteur à sa société mère Abertis au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020. Aucune autre information n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où ces transactions ont été jugées non significatives au regard de la norme IAS24.

Un contrat d'accord industriel « industrial agreement » a été conclu entre Sanef SA et Abertis infraestructuras SA le 12 juin 2017. Ce contrat prévoit le transfert du savoir-faire et de l'expertise Abertis dans le domaine autoroutier ainsi que l'assistance technique nécessaire à ce transfert. Il prévoit également la possibilité pour Sanef de décliner cet accord au sein de ses filiales. En contrepartie Sanef s'engage à s'acquitter d'une redevance annuelle. Ce contrat est en vigueur depuis le 1 juillet 2017.

Les sociétés mises en équivalences sont présentées dans la note 4.1.

Le tableau ci-dessous présente pour l'année les montants comptabilisés en charge des rémunérations et avantages assimilés accordés par HIT et les sociétés qu'elle contrôle aux personnes qui ont été au cours de l'année 2021 ou qui sont à la clôture membre du Comité de Direction ou du conseil d'administration du groupe.

| *(en millions d'euros)* | 31-déc.-2021 |
|---|---|
| Rémunérations | 2,6 |
| Charges sociales patronales | 1,4 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | |
| Autres avantages à long terme | |
| Indemnités de fin de contrat de travail | |
| Paiements en actions | |

Le total de ces charges de personnel s'élève à 4 millions d'euros en 2021.

Au cours de l'exercice 2021 un montant de 300 milliers d'euros a été alloué au titre des jetons de présence.

### *4.25. Information sectorielle*

Les secteurs opérationnels, tels que les suit le management opérationnel du groupe, sont les concessions autoroutières et l'activité Holding de la société HIT SAS.

Les autres activités opérationnelles sont constituées des filiales hors concessions (SE BPNL, Sanef 107.7) du groupe et des sociétés intégrées par équivalence (Routalis et Leonord).

Les principaux produits et services des autres activités concernent l'exploitation du Boulevard Périphérique Nord de Lyon.

Le secteur Holding porte le financement du rachat du sous-groupe Sanef par HIT SAS ainsi que les impacts de l'affectation de la survaleur engendrée lors de ce rachat.

Le management effectue un suivi des secteurs selon leur contribution aux résultats consolidés.

Les principaux indicateurs par activité en 2021 sont les suivants :

| *2021, en millions d'euros* | Concessions autoroutières | Holding | Autres | **Total groupe HIT** |
|---|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires** | **1 857,0** | | **11,5** | **1 868,5** |
| *dont chiffre d'affaires construction* | *183,4* | | | *183,4* |
| **EBITDA** | **1 231,1** | **(,5)** | **1,6** | **1 232,2** |
| Amortissements d'actifs corporels | (47,7) | | (0,2) | (47,9) |
| Amortissements d'actifs incorporels | (285,1) | (80,8) | (,0) | (365,9) |
| Dotations nettes aux provisions | (36,9) | | | (36,9) |
| **Bénéfice opérationnel** | **861,4** | **(81,3)** | **1,4** | **781,5** |
| Produits d'intérêts | 181,2 | 0,1 | 0,0 | 181,3 |
| Charges d'intérêts | (103,9) | (151,0) | (0,0) | (254,9) |
| **Bénéfice avant impôts** | **938,7** | **(232,2)** | **1,4** | **707,9** |
| Quote-part du secteur dans les résultats des sociétés mises en équivalences | | | (22,7) | (22,7) |
| Charge d'impôt sur le résultat | (200,7) | 43,0 | (0,4) | (158,1) |
| **Résultat net** | **738,0** | **(189,2)** | **(21,6)** | **527,1** |
| Acquisitions d'actifs corporels et incorporels | 220,6 | | 8,8 | 229,4 |
| **Total des Actifs** | **3 349,7** | **4 515,7** | **10,1** | **7 875,4** |

L'EBITDA correspond au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements et provisions.

### *4.26. Honoraires des commissaires aux comptes*

Les cabinets KPMG et PHM-Audit Expertise et Conseil, ainsi que les membres de leurs réseaux agissent en tant que commissaires aux comptes du groupe HIT au 31 décembre 2021.

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des services autres que la certification des comptes (« SACC »), pour les entités du périmètre de consolidation du groupe HIT, se montent au total à 301 milliers d'euros en 2021, dont 89 milliers d'euros au titre des « SACC » qui correspondent pour l'essentiel à l'émission de lettres de confort, l'établissement du rapport de l'OTI sur les informations RSE, …

### *4.27. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice*

En janvier 2022, HIT a réalisé une émission obligataire de 1 000 millions d'euros, avec une maturité en janvier 2031 et un coupon de 1,475%. Cette émission obligataire a été réalisée avec un taux de sursouscription de 3,6x. Les fonds provenant de cette émission seront utilisés pour refinancer les prochaines échéances de la dette bancaire de Sanef et SAPN, permettant ainsi la réduction du coût moyen de la dette du Groupe HIT et l'allongement de sa maturité.